



Institut suisse de droit comparé  
Schweizerisches Institut für Rechtsvergleichung  
Istituto svizzero di diritto comparato  
Swiss Institute of Comparative Law

# Rapport Annuel

# 2010

# Sommaire

## Activités juridiques et scientifiques

<i>Introduction</i>	3
I. Avis de droit : Demandes et analyses	5
II. Grandes études comparatives	7
III. Manifestations scientifiques	8
IV. Publications	12
V. Activités des collaborateurs scientifiques	13
VI. Collaboration avec les universités suisses	21
VII. Accueil de délégations étrangères et suisses	22
VIII. Stagiaires et Boursiers	22
IX. Enquête	23

## Activités de la bibliothèque

<i>Introduction</i>	25
I. Services des acquisitions et des ressources continues	26
II. Catalogage et développement des collections	27
III. Coordination locale des Institutions Fédérales	28
IV. Gestion de la bibliothèque de l'Office fédéral de la Justice	30
V. Services aux utilisateurs	31

## Autres activités

I. Responsabilité environnementale	35
II. Présence de l'ISDC dans les médias	35
III. Website	36
IV. Projet Accueil	36
V. Projet Numérisation	37
VI. Salles de conférence	38
VII. Atelier reliure	38

## Organisation et finances

I. Collaborateurs au 31.12.2010	41
II. Conseil et Comité	42
III. Finances	42

## Association des Alumni et amis de l'Institut suisse de droit comparé (AiSDC)

I. Activités	47
II. Nouvelles des membres	48
III. Comptes de l'AiSDC	48

# *Activités Juridiques et Scientifiques*

## Introduction

Plutôt que par le nombre de manifestations publiques, l'année 2010 a été marquée par le début d'une réflexion autour des activités scientifiques de l'Institut, ce qui devrait permettre une systématisation et une planification à moyen terme. Se basant sur le profil de l'Institut, des statistiques des demandes d'avis ainsi que des spécialisations des collaborateurs scientifiques, 4 axes d'activités ont été définies - sans pour autant abandonner le profil généraliste que l'Institut doit maintenir (notamment par des spécialisations individuelles) pour pouvoir répondre à sa mission de service public.

Les axes servent à orienter les activités de l'Institut selon 4 points de vue différents :

1) le droit comparé en tant que tel, 2) des compétences essentielles dans lesquelles l'expertise de l'Institut est régulièrement demandée (notamment par des clients privés), 3) des compétences thématiques, d'un intérêt particulier pour l'Institut, et, enfin, 4) une concentration géographique pour mettre en valeur une région particulière.

Il s'agit d'un cadre pour expliciter la stratégie, donc, et ainsi permettre une planification et une priorisation transparentes. Pour la période de 2010 à 2014, les sujets choisis comme thèmes de recherche sont :

- Premier axe (droit comparé) : «éléments hybrides en droit comparé»,
- Deuxième axe (compétences essentielles) : droit de la famille et droit des successions,
- Troisième axe (compétence thématique) : droit et religion ainsi que l'application du droit étranger
- Quatrième axe (géographique) : Europe et Asie du Sud.

En ce qui concerne les activités du premier axe, le sujet des « **éléments hybrides** » a été retenu pour continuer et développer des idées exprimées lors de la conférence de septembre 2009 (Comparative Law and Hybrid Legal Traditions). En 2010, la conférence dédiée au droit comparé (qui devrait désormais avoir lieu annuellement) avait pour sujet : «Droit comparé et organisations internationales». Réunissant des représentants d'organisations internationales diverses et des académiciens, cette conférence a permis d'analyser, d'une manière transversale, comment chacune d'entre-elles était en même temps le produit de cultures juridiques différentes, donc de véritables « systèmes mixtes », mais aussi un utilisateur et producteur de droit comparé.

Sans lien direct avec cette conférence mais toujours dans le premier axe, signalons la naissance en d'une coopération particulière avec une organisation à vocation internationale : le *Geneva International Center for Humanitarian Demining* (GICHD). Coopération concrétisée dans une première phase par l'élaboration commune d'un guide (Handbook) destiné à des autorités étatiques et à des organisations actives dans le secteur. Il s'agit d'une reprise de l'engagement de l'ISDC dans des activités d'aide au développement, souvent lieu de développement juridiques hybrides d'un intérêt pratique et académique. Nous envisageons de continuer cet engagement par différentes initiatives. Un autre signe est l'affiliation de l'Institut à la KFPE (Commission for Research Partnerships with Developing Countries).

Pour les compétences essentielles, le **droit des successions** était au premier plan des activités. Ainsi, la 22<sup>e</sup> Journée de droit international privé a été consacrée à la proposition du Règlement européen du 14 octobre 2009 sur les successions. L'actualité du sujet et la qualité des intervenants ont pu attirer un très grand nombre de personnes à Lausanne, rassemblant ainsi des praticiens et des académiques intéressés dans les successions internationales.

Le droit des successions a également été dans le centre d'un projet de recherche destiné à l'évolution du droit des successions. Ce projet a permis aux collaborateurs de se tenir à jour et se familiariser avec l'arrière-plan d'un sujet qui les occupe souvent dans le cadre des avis de droit.

Dans l'axe des compétences thématiques, nous avons donné un premier accent dans le domaine du «**droit et religion**» avec l'accueil et le soutien d'un projet de dialogue interreligieux par l'éducation juridique, projet mis sur pied par une institution partenaire en Israël. Les interventions des collaborateurs au profit de ces personnes de haut rang dans leur collectivités respectives a, non seulement, permis l'exploration d'une thématique actuelle dans des systèmes juridiques différents, mais a également été l'occasion d'un échange intéressant. Dans le contexte actuel, le sujet du droit et de la religion va continuer de nous occuper.

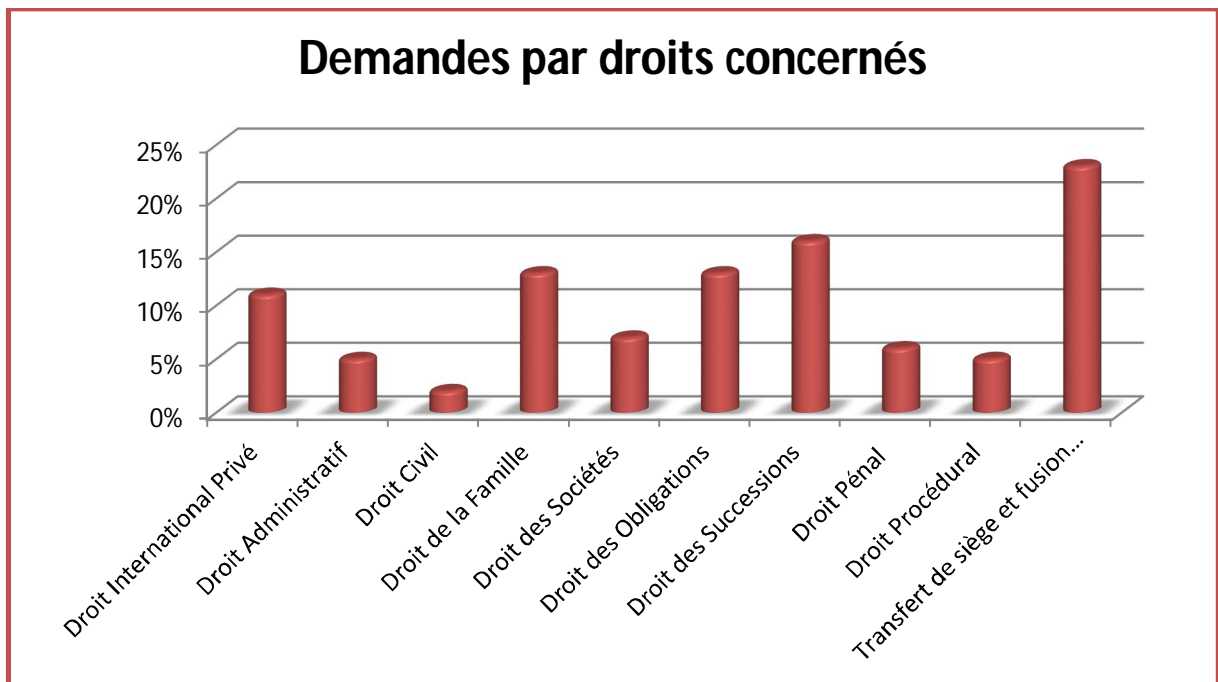
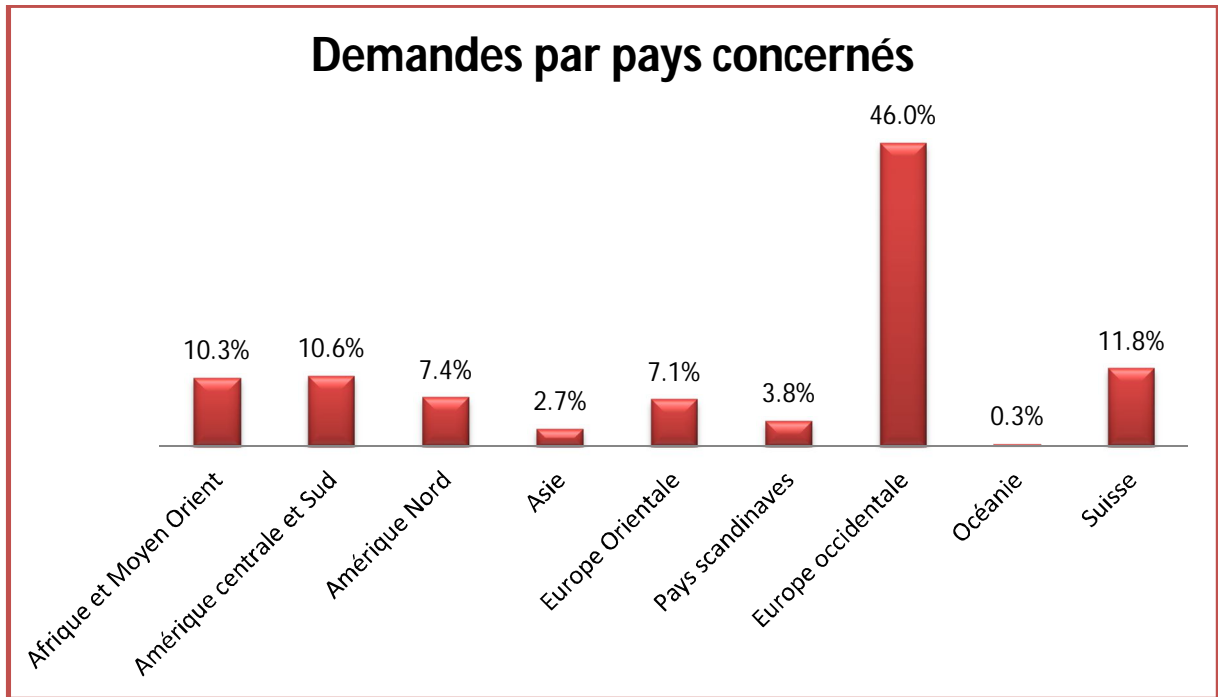
Le travail sur l'analyse de «**l'application du droit étranger** dans les Etats-membres de l'Union Européen », deuxième sujet, dans le cadre des compétences thématiques, a mobilisé également nos collaborateurs. Les résultats de cette analyse empirique et juridique établie au profit des instances européennes seront livrés en 2011, d'autres activités suivront probablement.

Bien que l'axe **géographique** n'ait pas encore donné lieu à des activités particulières en 2010, des contacts ont été noués avec des partenaires russes et turcs pour permettre des activités en 2011.

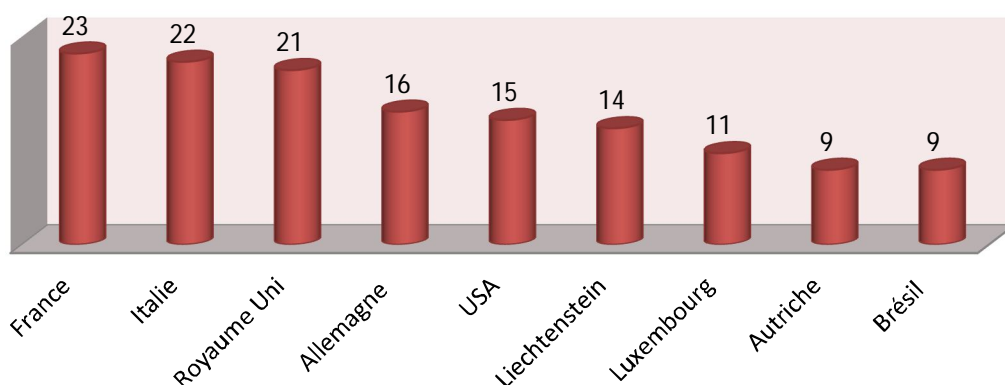
L'année écoulée a donc permis de commencer des activités scientifiques dans trois des quatre axes, permettant ainsi de définir un profil reconnaissable pour les partenaires externes en Suisse et à l'étranger. Et à l'interne également de créer des occasions d'approcher et de dépasser le travail quotidien sur les avis de droit, activité principale des juristes de l'Institut. Trouver la balance entre le service public journalier et un profil scientifique plus marqué restera un défi permanent.

## I. Avis de droit

En 2010, les collaborateurs scientifiques ont rédigé pour nos différents clients, 126 avis de droit. L'Institut a reçu 227 demandes d'avis au cours de cette année. A la suite du devis envoyé par nos services, 101 de ces demandes ont été confirmées.



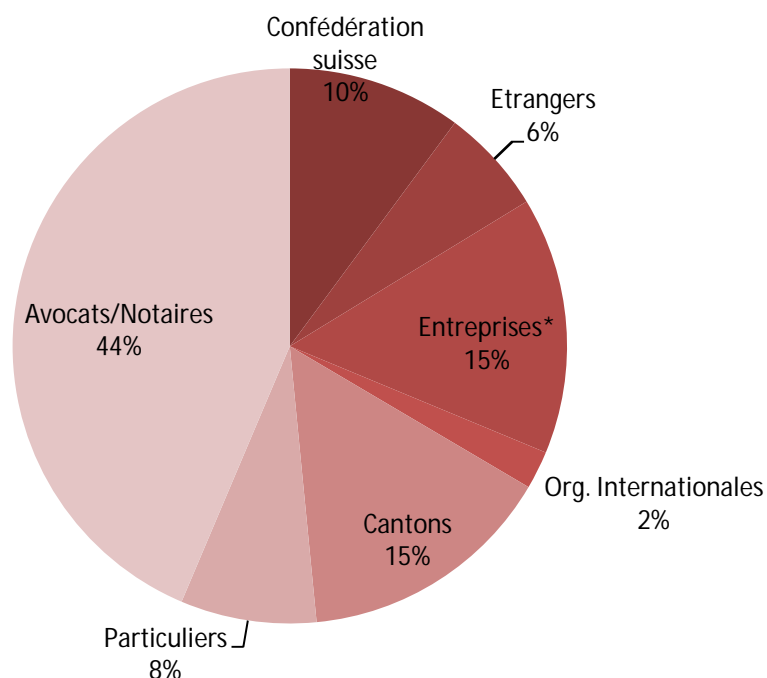
## Les 10 pays les plus concernés dans les demandes



En 2010, les pays les plus « juridiquement exotiques » ont été le Congo, l'Erythrée, Haïti, le Togo et la République de Saint-Domingue.

La clientèle de l'Institut se diversifie, avec toujours la plus grande demande de la part des avocats et notaires. La demande de la part de la Confédération reste stable.

## Clientèle des demandes



\* Entreprises : comprend les entreprises, les banques et les fiduciaires.

## Recettes

	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
<b>Recettes avis de droit (en mille)</b>	204	231	165	262	366	546	722	862	812	825
<b>Confédération</b>	1'470	500	525	825	987	1'192				
<b>Confédération, sous forme LV*</b>							811	510	336	480

\* *Leistungsverrechnung* = Compensation entre offices fédéraux

- Stabilisation des recettes provenant du privé.
- Augmentation des recettes provenant de la Confédération

## II. Etudes comparatives

### Etudes comparatives achevées

- Etude comparative sur **les droits des jeux de hasard**. Mise à jour pour la France, l'Allemagne, l'Italie et le Royaume-Uni. Environ 40 pages.
- Etude comparative sur **la protection des données** (Allemagne, Autriche, Italie, France, Royaume-Uni, Espagne, Benelux, Slovaquie, Norvège, Canada, USA). Environ 280 pages.
- Etude comparative sur **le droit des successions** (Belgique, Brésil, Danemark, Allemagne, Royaume-Uni, France, Italie, Japon, Canada, Liechtenstein, Pays-Bas, Autriche, Portugal, Russie, Suède, Slovaquie, Espagne, Afrique du Sud, République Tchèque, Hongrie). Environ 70 pages.
- Etude comparative sur **les unions homosexuelles** et leur équivalence avec le partenariat enregistré en Suisse. (Afrique du Sud, Allemagne, Andorre, Argentine, Autriche, Belgique, Canada, Chili, Chypre, Colombie, Croatie, Danemark, Equateur, Espagne, Estonie, Etats-Unis (California, Connecticut, District of Columbia, Hawaii, Iowa, Maine, Massachusetts, Nevada, New Hampshire, New Jersey, New York, Oregon, Vermont, Washington, Wisconsin), Finlande, France, Grande-Bretagne, Grèce, Hongrie, Irlande, Islande, Israël, Italie, Lettonie, Lituanie, Luxembourg, Macédoine, Malte, Mexique, Norvège, Nouvelle-Calédonie, Nouvelle-Zélande, Pays-Bas, Philippines, Pologne, Portugal, Québec, République Tchèque, Saint-Marin, Serbie et Monténégro, Slovaquie, Slovaquie, Suède, Turquie, Uruguay). Environ 20 pages.
- Etude comparative sur les normes pénales contre **la criminalité organisée** et l'extrémisme de la cause animale. (Royaume-Uni, Allemagne, Autriche, France).
- Etude comparative sur la réglementation européenne sur la **transparence écologique du Marché** (Allemagne, Royaume-Uni, France). Environ 70 pages.
- Etude comparative sur des possibilités d'indemnités pour **émissions de bruits** excessives des dispositifs publics (Allemagne, France, Royaume-Uni, Norvège, Hollande, Italie). Environ 70 pages.



- Etude comparative sur **la mise en œuvre des directives** 2004/23/CE, 2006/17/CE et 2006/86/CE (Espagne, Italie, France, Autriche, Hollande, Allemagne, Angleterre). Environ 90 pages.
- Etude comparative sur les conditions de résiliation **du contrat de bail** (Allemagne, France, Espagne, Norvège, Angleterre). Environ 110 pages.
- Etude comparative sur **la responsabilité pour déminage** dans les grands systèmes juridiques.

### **Etudes comparatives débutées en 2010**

- Grande étude comparative pour la Régie Fédérale des Alcools sur la vente de boissons alcoolisées (Allemagne, France, Grande-Bretagne, Italie, Norvège, Autriche, République tchèque).
- Grande étude comparative sur la prescription (droit des obligations).
- Grande étude comparative sur l'application du droit étranger dans les Etats membres de l'UE et ses perspectives pour le futur à un niveau européen.

## **III. Manifestations scientifiques**

### **Colloques**

Le vendredi 19 mars, a eu lieu la 22<sup>e</sup> Journée de droit international privé. Les journées DIP, ont depuis leur création toujours suscité un grand intérêt des praticiens et du corps enseignant, qui, cette année encore, ne s'est pas démenti.

Le thème était les **Successions internationales: développements européens et perspectives suisses**. Organisé conjointement par l'Institut suisse de droit comparé et par le Centre de droit comparé, européen et international (CDCEI) de l'Université de Lausanne (UNIL), ce colloque a mobilisé des experts suisses et européens qui ont analysé la proposition de la Commission et débattu de ses possibles implications pour la Suisse. En effet, le projet de règlement sur les successions, ouvert dans le cadre de l'édification d'un système de droit international privé européen, ne passe pas inaperçu en Suisse.

Dans un premier temps, la proposition du règlement européen a été étudiée, puis lors d'une deuxième session la reconnaissance des certificats d'héritiers. La journée s'est achevée par une table ronde autour de l'information des héritiers.

De grands noms du droit, tant universitaires que praticiens ont répondu présents pour présenter leurs analyses et animer les débats particulièrement riches sur ce texte proposé par la Commission européenne.

\* \* \* \* \*

Les 9 et 10 septembre, un colloque a été organisé sur le sujet suivant : **Droit comparé et organisations internationales: Compétition, coopération et connexions** (*Comparative Law and International Organizations: Competition, Cooperation and Connections*).

Les organisations internationales sont aujourd'hui de véritables « laboratoires vivants » de droit comparé, où la mise en pratique des méthodes comparatives peut être observée.

Le droit comparé est appliqué dans la construction d'entités internationales et joue incontestablement un rôle important dans le travail quotidien des organismes internationaux. Des études comparatives sur la législation et la pratique dans les États membres deviennent une partie de plus en plus importante du processus législatif par les organisations internationales.

En outre, la jurisprudence des tribunaux internationaux facilite la transposition des concepts d'une tradition juridique à l'autre, contribuant ainsi à brouiller les frontières entre les grandes traditions juridiques.

Durant trois demi-journées, les conférenciers ont tenté d'ouvrir des pistes de réflexion sur le fonctionnement des organisations internationales, sur le contenu des règles juridiques internationales qu'elles produisent et sur les influences croisées des grandes traditions juridiques (par exemple, le droit civil, le common law, la loi islamique, le droit des pays nordiques et le droit des anciens systèmes socialistes). L'influence inverse des entités internationales et de leurs règles juridiques sur le droit interne des États membres a également été examinée.

Prenant des exemples tels que l'Organisation des Nations Unies, l'Union européenne, le Conseil de l'Europe, la Cour européenne des droits de l'homme, l'Organisation mondiale du commerce et la Banque mondiale, ce colloque aspirait à étudier les organisations internationales, d'une part, comme des systèmes juridiques hybrides (1<sup>ère</sup> demi-journée, le 9 septembre), et, d'autre part, comme des «consommateurs» et «producteurs» de droit comparé, confrontant les ordres juridiques nationaux de leurs États membres pour rechercher et propager la solution la plus appropriée (2<sup>e</sup> demi-journée, le 10 septembre).

Ces deux sujets ont ensuite été réunis à une table ronde sur les différentes interactions entre les ordres juridiques nationaux et internationaux et les différents rôles du droit comparé dans ce processus (3<sup>e</sup> demi-journée, le 10 septembre).

\* \* \* \* \*

### **Visite à Lausanne de chefs religieux musulmans, chrétiens, juifs et druzes**

Sur la base de l'accord de coopération conclu en 2007 entre l'ISDC et la *Ono Academic College* («ONO»), l'Institut a finalisé en février une manifestation innovatrice : accueillir en Suisse une classe très spéciale composée des principaux Chefs religieux d'Israël (musulmans, juifs, chrétiens, druzes – toutes tendances confondues).

En 2007, ONO avait créé un programme singulier dans lequel les plus hauts dignitaires religieux d'Israël ont été réunis dans une même classe pour étudier le droit. L'initiative se justifiait car, en Israël, c'est le droit religieux de chaque communauté qui s'applique dans le domaine du droit de la famille, des mariages et des divorces. Ces étudiants particuliers sont tous des juges de tribunaux religieux, de hautes autorités dans l'administration et des chefs spirituels dans leurs communautés.

Grâce au travail de l'organisation suisse Coexistences («Coex»), gérant la logistique, les 22 Chefs religieux et 3 professeurs accompagnants ont pu venir en Suisse. L'Institut, selon un accord de coopération avec Coex, a pris en charge l'organisation juridique de la visite.

Le 17 février, l'Institut avait organisé un séminaire afin de permettre aux participants de se familiariser avec des notions fondamentales de droit constitutionnel, droit humain, protection des minorités et place de la religion dans le droit ainsi qu'avec leur application dans des différents systèmes juridiques en Suisse et dans le monde.

Former les participants au droit comparé et leur inspirer des applications envisageables dans le contexte géopolitique qui est le leur étaient notre but.

Ainsi, des conférences ont été présentées sur la façon dont la religion et le droit s'articulent (ou se confrontent) dans des juridictions comme la Chine, l'Italie, les USA, la Hollande, la Suisse, la Grande-Bretagne et plusieurs pays de l'Est.

Une table ronde s'est ensuite tenue le 22 février, présidée par l'ancien Président du Tribunal Fédéral, Monsieur Giusep Nay. Plus de 70 personnes, dont Monsieur le Conseiller d'État Philippe Leuba, Monsieur le Président du Conseil suisse des religions Thomas Wipf, des Conseillers cantonaux, des juges fédéraux, des représentants des autorités civiles et religieuses et des experts en droit comparé ont participé à cette manifestation (qui, comme la première, s'est tenue à huis clos).

A cette occasion, les Chefs religieux d'Israël ont présenté des observations sur les relations entre le droit et la religion notamment dans les domaines du droit constitutionnel, droits de l'homme, droit du travail, de l'éducation et droit de la famille. Présentations qui ont conduit à des échanges très intéressants avec le public présent.

L'Institut avait également organisé une visite au Tribunal fédéral de Lausanne. Les Chefs religieux ont pu discuter avec deux juges, Mme Vera Rottemberg-Liatowitsch et Monsieur Heinz Aemsegger, de cas concernant le droit étatique et la religion en Suisse, à la lumière des décisions rendues par le TF.

L'idée à la base de cette visite que l'étude du droit comparé peut être utilisée comme un instrument de compréhension entre des personnes de confessions religieuses différentes a été prisee par tous les participants. L'ISDC envisage donc de continuer à creuser cette voie, car des problèmes concernant le droit étatique et la religion se posent de plus en plus dans le monde occidental.

## Conférence

Le 25 mars, le Professor Wang Shizhou, de l'Université de Pékin, a animé une conférence sur le thème : « **Les efforts actuels de la Chine pour l'abolition de la peine de mort** ».

## Rencontres informelles de l'ISDC

*Inaugurées en 2009, les rencontres informelles permettent de favoriser les échanges entre les chercheurs. Elles ont connu un réel essor cette année, avec un rythme intensif pendant les mois de juillet et août. Ces conférences (en français ou en anglais) sont gratuites et organisées les mardis midis. Après une présentation d'une vingtaine de minutes, les débats sont ouverts.*

### 23/11/2010 : **Recent Case-Law of the ECJ on Gambling**

Anne Marit Mann, LL.M. Expert in German and European Law at the Swiss Institute of Comparative Law

### 26/10/2010: **Violation of Basic Rights in Democratic Regimes While Confronting Terrorism**

Judge Chanan Efrati, Vice-president of the Criminal Court in Tel-Aviv

### 28/09/2010 : **Provisional including Protective Measures in Brussels I Regulation**

Deniz Defne Kirli Aydemir, PhD Research Scholarship from Max-Planck Institute in Hamburg, Germany.

### 21/09/2010 : **Merger Control in China: Compared with EC Competition Policy**

Dr. Zhongmei WANG, Associate Research Professor at Shanghai Academy of Social Sciences and Lawyer at WZW & Partners' Law Office (Shanghai)

### 31/08/2010: **The Agency Problem in Non-Profit Corporations: a Comparative Law and Economics Analysis of US and Italian Systems**

Dr. Giovanni Tamburrini

**24/08/2010: New Regionalism in Africa and the challenges for International Trade in Services in light of a Central Africa Trade Bloc**

Regis Yann SIMO, LL.M Candidate (University of Fribourg, Switzerland)

**17/08/2010: European Insolvency Law in Times of Crisis**

Dr. Angel Espiniella, University of Oviedo. Spain

**10/08/2010: La restitution des avoirs issus de la corruption dans les conventions anti-corruption internationales : une avancée conceptuelle et normative à la portée pratique limitée**

M. Saliou Bah, LL.M (Lausanne), doctorant au Centre de droit comparé, européen et international de l'Université de Lausanne

**03/08/2010 : Damages for Breach of Arbitration Agreements**

Mr. Koji Takahashi, Professor at the Doshisha University Law School (Japan)

**27/07/2010 : Pratique de la liberté des croyances des minorités religieuses en Espagne**

Dr. Victoria Camarero Suarez, Professeure titulaire de droit ecclésiastique de l'Etat, Université Jaume I de Castellon (Espagne)

**20/07/2010: International successions in Europe: the impact of a new EU regulation**

Dr. Carmen Azcárraga Monzonís, Assistant Professor of Private International Law. International Law Department - University of Valencia (Spain)

**13/07/2010: Legal regulation of collective management of copyright and related rights**

M. Azuolas Cekanavicius, Doctoral student and Assistant at the Department of Civil and Commercial Law, Mykolas Romeris University, Lithuania

**06/07/2010: An Islamic View of Public International Law**

Dr. S. Mostafa Mirmohammadi, Assistant Professor of International Law, Director of Center for Comparative Law Studies, Mofid University, Qom, Iran

**29/06/2010 : Le droit international privé à l'épreuve de la théorie kantienne de la justice**

M. Gian Paolo Romano, Collaborateur scientifique à l'ISDC

**22/06/2010: Member State Liability for Breach of EU Law and the Problem of Causality**

Marjeta Tomulic Vehovec, Assistant Professor, University of Rijeka, Croatia

**01/06/2010: Convention d'arbitrage, compétence de la compétence et procédures parallèles**

David Bochatay, Assistant Professeur, Université de Lausanne

**16/03/2010: Age Discrimination in EU, Implementation of Council Directive 2000/78/EC**

Monika Domanska, PhD. Candidate, Institute of Legal Arts, Polish Academy of Science

**16/03/2010: The use of nanotechnology in Russian Federation and foreign countries: the problems of legal regulation in the field of environmental safety**

Ekaterina Belokrylova, PhD, Associate Professor, The Udmurt State University, Russia

23/02/2010: **Posting of Workers at the Crossroads between EC Law and EC Conflict of Laws**

Alberto Mattei, Ph.D. Candidate in Comparative and European Legal Studies – Labour Law, University of Trento

09/02/2010 : **Culture et droit: une relation à concrétiser**

Louis-Philippe Gratton, Avocat au Barreau du Québec, Directeur de l'Institut du droit de la culture.

19/01/2010 : **International Trade in Gambling Services**

Dr. Madalina Diaconu, Chargée d'enseignements – Université de Neuchâtel

## **IV. Publications**

### **Série des publications de l'ISDC**

#### **Successions internationales**

Réflexions autour du futur règlement européen et son impact pour la Suisse.

Vol. 68 / 2010, 194 pages

#### **Comparative Law and Hybrid Legal Traditions**

Lausanne, 10-11 September 2009

Vol. 67 / 2010, 60 pages

#### **Rapports suisses présentés au XVIIIe Congrès international de droit comparé**

Washington, du 25 juillet au 1er août 2010

Vol. 66 / 2010, 341 pages.

#### **Business Law in Transition**

A Comparative Perspective on Eastern Europe. Reports of the ISDC Colloquium (3 July 2008)

Vol. 65 / 2010, 262 pages

### **Yearbook of Private International Law**

Le volume XI (2009), publié par Sellier – European Law Publishers, contient un grand nombre d'articles, de rapports nationaux, de commentaires sur les décisions judiciaires entre autres.

#### **Yearbook of Private International Law - Volume XI**

Editeurs : Andrea Bonomi, Professeur, Université de Lausanne, Paul Volken, Université de Fribourg

Editeurs d'édition : Gian Paolo Romano, Université de Genève

Assistants éditeurs : Eva Lein et Bart Volders

Paru en juillet 2010, 650 pages.

### **Publications électroniques**

**ISDC's Letter** : L'*ISDC's Letter* est une publication en français et allemand, rassemblant des brèves rédigées par les collaborateurs scientifiques de l'Institut et relatives aux nouveautés législatives et jurisprudentielles de nombreux pays. En 2010, 5 exemplaires sont parus.

**EU News Click & Read** : Cette lettre d'information mensuelle, en anglais, contient une sélection des documents officiels de l'Union européenne. Le choix effectué est destiné à intéresser un public suisse. A ce titre, elle s'adresse notamment aux hautes écoles, aux administrations fédérale et cantonales, aux praticiens du droit et aux milieux économiques. En 2010, 9 exemplaires sont parus.

*Ces deux publications sont accessibles en format PDF sur le site de l'Institut suisse de droit comparé.*

## **Collaborations**

Collaboration au **Bulletin des poursuites et des faillites** édité par la Conférence des préposés aux poursuites et faillites de Suisse (association professionnelle de tous les préposés aux poursuites et faillites).

## **V. Activités des collaborateurs**

### **Alberto Aronovitz**

#### **Conférences**

- «Collision or Coordination ? - A Panorama of some Problems Caused by the Application of Religious Law in European Civil Jurisdictions» lors de la visite en Suisse des Chefs religieux Musulmans, Druzes, Juifs et Chrétiens d'Israël (Lausanne, 17.2.2010).
- «La genèse, la réalisation et le possible avenir du Projet de visite en Suisse des Chefs religieux Musulmans, Druzes, Juifs et Chrétiens d'Israël» (Table ronde finale de la manifestation, Lausanne, 22.2.2010).
- «Le contrat d'entreprise en Argentine, Uruguay, Chili et Mexique» devant des représentants du Département juridique de la société Alstom (Baden, 25.2.2010).
- «Le droit des investissements internationaux» (Kyriat Ono, 9 et 11/4/2010), dans le cadre de l'accord de coopération signé avec la ONO Academic College.
- «Minorités religieuses et droit international privé. Quelques aspects choisis sur la situation en Israël» (Lausanne, 18/11/2010) dans le cadre de la coopération avec l'UNIL.
- «Mariage et divorce en Israël : un jardin truffé de curiosités». Communauté israélite de Lausanne et du Canton de Vaud (25.11.2010).

#### **Cours**

- La protection des investissements en droit international (Université de Tel-Aviv, Israël, du 7 au 18.4.2010).

### **Karen Druckman**

## Conférences

- Religious discrimination in the workplace at ONO University School of Law, Tel Aviv, Israel.
- «Le déroulement d'un litige aux Etats Unis» dans le cadre du cours de droit comparé du Prof. Bonomi (UNIL)

## Publications

- The dreaded U.S. class action monster has lost a tooth – Morrison v. National Australia Bank, (co-auteurs Karen Monroe et Jonathan Bender) in Lexology, an online publication of the Association of Corporate Counsel available at: <http://www.lexology.com/library/detail.aspx?g=c980eb72-ce14-44c5-aacd-932b7d29547c>
- Akzo case and in-house lawyer independence, Grand Chamber of the European Court of Justice Decision of September 14, 2010 (co-auteur Karen Monroe) available at: <http://www.lexology.com/library/detail.aspx?g=8c8f19eb-ed09-4274-8296-6e8cc1192116>
- Class Actions, Rapports suisses présentés au XVIIIe Congrès international de droit comparé, Washington, du 25 juillet au 1er août 2010. Vol. 66 / 2010.

## Cours :

- LL.M. en Droit international et européen de l'économie et du commerce (Masters de 3<sup>e</sup> cycle) Legal Research and Writing; Université de Lausanne.
- Masters de 2<sup>e</sup> cycle : Introduction au droit américain; droit du commerce international. Université de Lausanne.
- Groupe de Dijon, Bourgogne (Burgundy Business School) English Labour Law. ESC.

## Andreas Fötschl

### Publications :

- JurisClasseur Droit comparé, «Autriche – Introduction générale au système juridique», mise à jour 1/2010 (8 p.).
- «Das dänische Gesetz über künstliche Befruchtung - Ein Kurzüberblick», in Medizinrecht (MedR) 2010, p. 95-97.
- «The Common Optional Matrimonial Property Regime of Germany and France- Epoch-Making in the Unification of Law», in Yearbook of Private International Law, Vol. XI 2009, p. 395-404.
- «The relationship of the European Certificate of Succession to National Certificates», in A. Bonomi/C. Schmid (Hrsg.), Succession internationales, Veröffentlichungen des SIR, Nr. 68, p. 99-113.

## Conférences

- «The relationship of the European Certificate of Succession to National Certificates», 22e Journée de droit international privé, 19. März 2010, Lausanne, ISDC.
- «Comparative Law and International Organisations», Participation à la table ronde, Colloque à l'ISDC (Novembre 2010).

**Cours :**

- Lectures, Transnational Commercial Law (I and II), University Bergen, Norway, 3. – 7.5.2010.

**Laetitia Franck****Publication:**

- Coordination et édition des contributions de l'ISDC dans «Blätter für Schuldbetreibung und Konkurs».

**Lukas Heckendorn Urscheler****Publications**

- Nepali Law from a Comparative Perspective, in Cashin Ritaine/Donlan/ Sychold, Comparative Law and Hybrid Legal Traditions, Zurich 2010.
- Coéditeur avec Annelot Peters des «Rapports suisses présentés au XVIIIe Congrès international de droit comparé », Washington, du 25 juillet au 1er août 2010. Vol. 66, 2010.

**Conférences**

- «An overview – Religion in National and International Family and Succession Law», conférence donnée dans le cadre de la visite en Suisse des Chefs de Communautés religieuses d'Israël (17 février 2010, Lausanne).
- «Warrantly Obligations in Civil Law Systems», conférence donnée pendant la journée intitulée ALSTOM Lawyers' Round-Table on Comparative Law (25 février 2010, Baden).
- «The Role of the Rules of the Game in Civil Liability for Injuries in Sport Competitions» International Symposium on Sports Law, 60th Congress of the International Association of Legal Science, Istanbul 13 mai 2010.
- «Le droit dans un contexte plurilingue : Un défi et une opportunité pour le législateur et le juge». Le droit et les langues, 13 juillet 2010 Hanoi (Vietnam).
- «International organisations and different legal traditions – “mixed” systems or systems sui generis?». Comparative Law and International Organizations, 9/10 septembre 2010.
- «The Reform of Society and the Reform of Legal Systems in light of the Modern Environmental and Technologic Challenges». SESEC, 10 Novembre 2010.

**Cours**

- Intervention sur le droit népalais, dans le cadre du cours « Histoire du droit », du Professeur Pahud de Mortanges, à l'Université de Fribourg (13.10.2010).
- « Quelques regards sur la tradition juridique en Asie du Sud, entre droit religieux et Common Law écrite », dans le cadre du cours « Droit comparé » du Professeur Bonomi, Université de Lausanne (11.11.2010).



## Anne Marit Mann

### Publications

- Bulletin des faillites (Allemagne), plusieurs fois.
- Click and Read.

### Conférences

- 9&10 septembre 2010 : International Organisations and Comparative Law (organisation).
- 3 décembre 2010: « Recent Trends in the Case Law of the European Courts: Latest Developments and Prospects for the Future », Annual conference of the European Centre of Judges and Lawyers, the Luxembourg Antenna of the European Institute of Public Administration, presentation: Towards a better understanding of what is permissible in national gambling regulation.

## Annelot Peters

### Publications:

- « Same-Sex marriages in Switzerland? », Rapports suisses présentés au XVIII<sup>e</sup> Congrès international de droit comparé, Washington, du 25 juillet au 1er août 2010. Vol. 66 / 2010.
- Coéditeur avec Lukas Heckendorn Urscheler des « Rapports suisses présentés au XVIII<sup>e</sup> Congrès international de droit comparé, Washington, du 25 juillet au 1er août 2010. Vol. 66 / 2010.

### Conferences:

- « Religion and employment law », Conference for the Religious leaders on 17 February 2010.

## Gian Paolo Romano

### Conférences

- Bruxelles, 24 octobre 2010 : Présentation devant la Commission des Pétitions du Parlement européen de l'étude « Responsabilité parentale, droit de garde et droit de visite lors des séparations transfrontières en Europe » (250 pages) réalisée par l'ISDC à la demande du Parlement européen, (chef de projet : G.P. Romano).
- Bruxelles, 30 novembre 2010 : Communication sur « Le Règlement Bruxelles II-bis : bilan et perspectives d'avenir » dans « Parlement européen – Atelier sur la Justice Civile : Comment faciliter la vie des familles européennes et des citoyens ? ».

### Cours

- 12-13 mai 2010 : Droit international privé des successions, cours dispensé en tant qu'« Enseignant invité » à l'Université de Paris II – Panthéon Assas.
- 25-27 septembre 2010 : « International Business Transactions » dans le Cadre du « Master in Advanced Studies – International and European Business and Economic Law » (dirigé par MM. les Professeurs A. Ziegler et M. Hahn), Université de Lausanne.

- 19 octobre 2010 : « Private International Law and the Kantian Theory of Justice », *Antrittsvorlesung* tenue à l'Université de Saint-Gall en tant que *Privatdozent* de cette université.

## Josef Skala

### Publications

- Co-eds. (avec E. Lein et Lukas Heckendorn Urscheler), *Business Law in Transition, A Comparative Perspective on Eastern Europe*, Reports of the ISDC Colloquium Context, Schulthess 2010, 261 p.
- Introduction générale au système juridique, rapport pour la Slovénie. General Introduction to the Slovenian legal system. *JurisClasseur Droit Comparé*, juillet 2010 (Ed. LexisNexis).

### Conférences

- « *Rapport entre le droit international et le droit interne* », Faculté de droit de l'Université Pilsen, République tchèque, 22 octobre 2010.

### Cours

- Magister Lvcentinvs (Master en droit des nouvelles technologies) : « Aspects juridiques et pratiques du e-gaming » (Alicante, 31 mai 2010).
- « *Les droits de l'homme et la liberté d'expression* », Faculté de droit de l'Université Pilsen, République tchèque, semestre d'été 2010.

## Daria Solenik

### Publications

- « L'accès des justiciables à la justice », in J.-L. BERGEL (dir.), *L'émergence d'une culture judiciaire européenne commune ?*, Actes du Colloque organisé le 16 et 17 janvier 2009 par l'Université Paul Cézanne, Aix-en-Provence, Cahiers de méthodologie juridique n° 23, R.J.J. 2009-5, pp. 2245-2259.
- « Enforcement of Judicial decisions in Belarus : A Commentary from the International and European Principles Standpoint », in UN/UNDP (dir.), *Recommendations for a Larger Implementation of International Standards in the Field of Human Rights Protection in the process of Justice Administration in the Republic of Belarus*, Minsk, "Reiplatz", 2009, pp. 353-366.
- « Crime and Punishment in Belarus », in GRAEME R. NEWMAN (gen. ed.), M. F. AEBI (ed.), *Crime and Punishment around the World: Volume 4, "Europe"*, ABC-CLIO Greenwood Publishers, Santa Barbara-Denver-Oxford, 2010, pp. 4:28-39.

### Conférences

- 26 mai 2010 « Method of Legal Comparison in the EU Private International Law », at *Heritage of Legal Science and Modernity*, V<sup>th</sup> International School for Young Scientists Lawyers (Moscow, 26-28 May 2010). Institute of Legislation and Comparative Law Under the Government of Russian Federation.

- 9 septembre 2010 – «*Legal Traditions of Procedural Law in International Jurisdictions: the ECJ's Perspective*», in *Comparative Law and International Organizations: Cooperation, Competition and Connections*”, ISDC - September 2010, Lausanne.
- 26 octobre 2010 – «*Parental responsibility, child custody and visitation rights in cross-border separations: Presentation of the Legal and Statistical study*», at the European Parliament, Committee on Petitions Meeting (PETI) of 25 and 26 October in Brussels.

### Cours

- *Droit communautaire matériel*, Faculté de droit, *European Humanities University*, Vilnius, Lituanie, mai à juin 2010.

## Martin Sychold

### Publications

- E. Cashin Ritaine / S.P. Donlan / M. Sychold (eds), *Comparative Law and Hybrid Legal Traditions*, Zurich/Bâle/Genève: Schulthess Juristische Medien, 2010 (Vol. 67 des Publications de l'Institut suisse de droit comparé).

### Conférences

- «The Choice of a Religious Legal System in Europe», conférence donnée dans le cadre de la visite en Suisse des Chefs de Communautés religieuses d'Israël (17 février 2010, Lausanne).
- «A Common Law Perspective», conférence donnée pendant la journée intitulée *ALSTOM Lawyers' Round-Table on Comparative Law* (25 février 2010, Baden).
- «The Taxation Perspective», conférence donnée le 4 juin 2010 pendant les journées annuelles du Gaming Regulators European Forum tenues à Berne.
- «The Taxation Perspective», conférence donnée pendant la journée intitulée *Regulating Gambling: The role of the Authority*, organisée par la Présidence belge de l'UE et la Commission Belge des Jeux de Hasard en coopération avec la Commission Européenne (Bruxelles, 12 octobre 2010).

### Cours

- «Business Law of England and Wales»  
Enseignement semestriel donné à l'École Supérieure de Commerce de Dijon Bourgogne  
Semestre d'automne 2010.

## Harro von Senger

### Publications

- «Haben die Wörter „人 (ren, Mensch) » in der Frühlings- und Herbstzeit/im Zeitalter der Kämpfenden Reiche (770-221 v.Chr.) sowie «homme» im neuzeitlichen und modernen Französischen stets die umfassende Bedeutung „Mensch“ im Sinne der Universalen Erklärung der Menschenrechte vom 10. Dezember 1948?», in: Hans-Christian Günther; Andrea Aldo Robiglio (Hg.): *The European Image of God and Man. A Contribution to the Debate on Human Rights*, Brill, Leiden 2010, p. 35-85.

- «Management : Im Reich der List», in : INSight Special, Mit der Insight-Ausgabe 1/10, Wien Nr. 1/2010, p. 64-65.
- «Kennenlernen und abzapfen», in: Amtsblatt [der] Stadt Freiburg [im Breisgau], Nr. 539, 5 novembre 2010, Beilage «Expo 2010 Freiburg in Shanghai», p. 4.
- «Yao Lu - Antik Çin Bilgeligini Temel Alan Modern ve Yenilikçi Bir Fotografçili – Yao Lu – Modern and Innovative Photographic Art Based on Ancient Chinese Wisdom, in: Yao Lu'nun Yeni Manzaralari – Yao Lu's New Landscapes». Catalogue for the exhibition in Istanbul 29. Januar – 22. Mai 2011, Istanbul Modern, Istanbul 2010, p. 16-18.

### Livres

- «36 Stratagem untuk Bisnis : Raih Sasaran-sasaran Anda Lewat Strategi dan Taktik Tersembunyi dan» (36 Strategeme für das Geschäftsleben : Erreichen Sie Ihre Ziele durch versteckte und unkonventionelle Strategien und Taktiken), PT Indeks, Jakarta 2010.
- «36 stratagemy dlja menedsherov» (36 Strategeme für Manager), SAO Olimp Bisnes, Moskau 2010.
- «36 Strategeme für Manager», Piper Verlag, 4ème édition München 2010.

### Conférences

- «The Law of the People's Republic of China : An Introduction» et sur «36 Stratagems for Business » dans le cadre de « Insight China 2010 », Fachhochschule Nordostschweiz, Olten, 9 février 2010.
- «Constitutional approach to religion in the People's Republic of China : Religious law, Minority rights, Human rights, religious courts », dans le cadre de "Visite à Lausanne de chefs religieux musulmans, chrétiens, juifs et druzes », Institut Suisse de droit compare, 17 février 2010.
- «The 36 Stratagems for Business », dans le cadre d'un « IMD event », Zunfthaus zum Rüden, Zürich, 10 mars 2010.
- «Unbekannte geistige Software von Chinesen : 36 Strategeme und Supraplanung », Lions Club Zürich, Hotel Widder, 16 mars 2010.
- «Neuere Entwicklungen im chinesisches Recht » dans le cadre du « Vorlesung zum internationalen Wirtschaftsrecht » du Professeur Götz Schulze, Université de Lausanne, 18 mars 2010.
- «Grundlagen der Strategiemforschung und Supraplanung » dans le cadre du seminaire « Strategie und Taktik – Theorie und Praxis aus verschiedenen Blickwinkeln », organisé par Konrad Adenauer Stiftung, Universität Freiburg i.Br., Hörsaal, 6 mai 2010.
- «The 36 stratagems for business », organized by Prof. Dr. Nie Winter, professor for Operations and Service Management, in : IMD, Lausanne, 10 mai 2010.
- «Unbekannte Denkhorizonte in der Volksrepublik China: Supraplanung und 36 Strategeme», Freie Universität Bozen, 18 mai 2010.

- «China 2010: Unbekanntes zu Politik, Wirtschaft und Menschenrechten», organisé par Arbeitsgemeinschaft Wirtschaft und Gesellschaft des Kantons Zug, Hotel Ochsen, Zug, 25 mai 2010,
- «Lun Ruishi de 'shencun chushi' zhi dao - Zhongguo 'Daodejing' zai Ouzhou de tixian» (Das Tao der Schweiz), Académie des sciences sociales de Shanghai, 11 juin 2010.
- «2000 nian yilai Deyu guojia Yijing yanjiu lüeying - A Glimpse on the Research about the Book of Changes in German Speaking Countries since the Year 2000», The 13th I Ching World Conference, Fan Palace Ling Mountain, Wuxi/PRC, 15 juin 2010
- «Zukunftsmarkt China», donné dans le Hofbrauhaus, Coburg, organisé par le Studiengang AIMS-Analytical Instruments, Measurements & Sensor Technology der Hochschule Coburg, Coburg, 21 juin 2010.
- «36 Strategeme im Geschäftsleben», Ramada Hotel, Herrenberg, 7. Juli 2010
- «Unbekannte Denkhorizonte in der Volksrepublik China: Supraplanung und 36 Strategeme», dans le cadre de SAC (Swiss Association for Quality) Event, Hotel Hilton, Basel, 25 août 2010.
- «Innovation als Strategie», dans le cadre de «origo Innovationskonferenz – Die Welt neu entwerfen – bei uns wie in China», Kartause Ittingen, 9 septembre 2010, Warth bei Frauenfeld.
- «Renquan de gainian zai Lianheguo de fazhan» (Le développement du concept des droits humains dans les Nations Unies), Université Sun Yat-sen, Faxue Lou (School of Law), Guangzhou, Zhong Da Dongxiao Qu, 12 octobre 2010.
- «36 Strategeme und Supraplanung» dans le cadre de «Internationaler Lyzeum Club Schweiz Zürich», Clubhaus des Lyzeum Clubs, Zürich, 18 octobre 2010.
- «Das Rechtssystem der Volksrepublik China: ein Überblick» dans le cadre du Lehrstuhl von Herrn Prof. Dr. Markus Müller-Chen, Universität St. Gallen, 26 octobre 2010.
- «Interkulturelle Kompetenzen im Umgang mit chinesischen Geschäftsleuten», dans le cadre du «56. Kolloquium für Führungskräfte des privaten Bankgewerbes», Goethe-Universität Frankfurt a.M., House of Finance, 1 novembre 2010.
- «Die List – ein anerkanntes Verhandlungsmittel in China», dans le cadre de HAW Wirtschaftsforum, Hochschule Ambereg-Weiden, 24 novembre 2010.
- «Moulüe – Supraplanning: On the Problem of the Transfer of Earthbound Words and Concepts in the Cultural Exchange between China and the West», dans le cadre de *Understanding China and Engaging with Chinese People - the 100<sup>th</sup> Anniversary of the birth of Professor Fei Xiaotong*, in: London School of Economics and Political Science (LSE), London, 5 décembre 2010.
- «Chinesische Strategemkompetenz – nutzbar gemacht für die Sicherheit von Unternehmen, ihrer Kunden und Mitarbeiter», UBS AG, Group Security Services, Head Criminal Investigation & IT Forensics, Konferenzzentrum Grüenhof, Zürich, 14 décembre 2010.

- «Le système juridique chinois : le droit d'un milliard de personnes », dans le cadre d'un cours du Professeur Andrea Bonomi, Directeur du Centre de droit comparé, européen et international, pour ses étudiants de 3<sup>ème</sup> année de Bachelor, Université Lausanne, 16 décembre 2010.

### Cours

- Intercultural Competence – Doing Business in China under the Aspect of Supraplanning and Stratagems, Friedrich-Alexander-Universität Erlangen-Nürnberg ,Elite Master Degree Programme Advanced Material and Processes, 28 janvier 2010.
- Das Recht der Volksrepublik China anhand von Fallbeispielen II, Faculté des Lettres et Faculté de droit, Université de Zürich, les premiers 5 lundis du semestre de printemps 2010.
- Grundkenntnisse betreffend das Recht der VR China (1), Faculté des Lettres et Faculté de droit, Université de Zürich, 20 et 27 septembre, 4 et 25 octobre, 8 novembre 2010.
- China – Autochthone Rechtsphilosophie I, lundi 22 novembre 2010 / China – Autochthone Rechtsphilosophie II , lundi 29 novembre 2010 / Sinomarxistische Rechtsphilosophie, lundi 8 décembre 2010, dans le cadre de Rechtswissenschaftliches Institut - Lehrstuhl Senn Vorlesung zur Rechtsphilosophie II.

## VI. Collaborations avec les universités suisses

### Accueil

- Le 26 février, les étudiants de **l'Université de Fribourg**, accompagnés par le professeur Samantha Besson ont été reçus à l'ISDC.
- Le 18 mai, une journée de formation doctorale en droit international privé a été organisée à l'ISDC par le Professeur Bonomi de **l'Université de Lausanne**.
- Le 2 juin, les étudiants LLM de **l'Université de Lausanne**, ont suivi une conférence du professeur Hahn à l'ISDC.
- Le 1<sup>er</sup> décembre, des étudiants de **l'Université de Lucerne**, accompagnés du Prof. Jörg Schmid, ont été reçus à l'ISDC.
- Le 12 octobre, les étudiants LLM de **l'Université de Lausanne**, ont suivi une conférence de Monsieur Gilles Grin à l'ISDC.

### Séminaires

*L'ISDC organise une introduction à la recherche en droit comparé en deux parties :*

- *Introduction à l'Institut et sa bibliothèque.*
- *Exercice de droit comparé organisés par nos collaborateurs.*
- Le 12 mai, les étudiants de **l'Université de Neuchâtel**, accompagnés par le professeur Müller;
- Le 25 mai, les étudiants de **l'Université de Zürich**, accompagnés par le professeur Schnyder;
- Le 23 septembre, les étudiants LLM de **l'Université de Lausanne**;
- Le 26 novembre, des étudiants LLM de **l'Université de Fribourg**.

## VII. Accueil de délégations étrangères et suisses

Le 17 mars, Monsieur Jörg Gasser, secrétaire général du Département fédéral de justice et police a été reçu à l'ISDC.

Le 26 mai, une **délégation des entrepreneurs romands** a été reçue à l'ISDC.

Le 22 octobre, un groupe d'étudiants LLM de l'**Université de Santiago du Chili** a été reçu à l'ISDC.

Le 1<sup>er</sup> décembre, une **délégation de juges chinois** a été reçue à l'ISDC.

## VIII. Stagiaires et boursiers

### 1. Stagiaires

Nom	Prénom	Nationalité	Dates de séjour
TRINBERG	Laurena	Allemande	Du 01.04 au 30.06.10
LOPEZ HERNANDEZ	Melisa	Colombienne	Du 01.05 au 31.07.10
DE GOURCY	Raphaëlle	Française	Du 01.07 au 30.09.10
ANDONIE	Eva	Suisse	Du 01.08 au 31.10.10
TAMBURRINI	Giovanni	Italienne	Du 01.08 au 30.11.10

### 2. Stagiaires de l'Office fédéral de la Justice

NOM	Prénom	Date de séjour
MENGELT	Annina	Du 08.02 au 26.02.2010
STÄMPFLI	Adrian	Du 21.06 au 09.07.2010
DIETLER	Christa	Du 31.05 au 18.06.2010
HUBER	Bignia	Du 09.08 au 27.08.2010
CIPRIEN	Julie	Du 30.08 au 17.09.2010
FREYMOND	Marc	Du 11.10 au 29.10.2010
MOREAU	Sophie	Du 01.11 au 20.11.2010

### 3. Boursiers

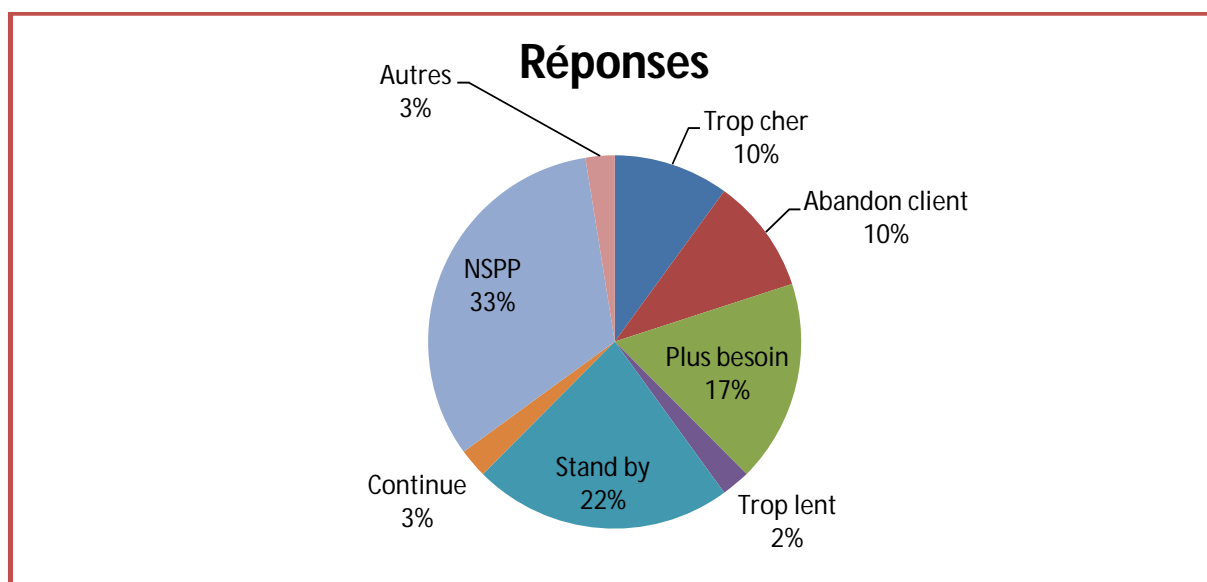
Prénoms – Noms	Dates du séjour	Thème
Monika DOMANSKA Pologne	Du 01.03 au 30.04.10	Judicial Implementation of EU directives
Ekaterina BELOKRYLOVA Russie	Du 01.03 au 30.04.10	Comparative Environmental Legal and Political Issues in Disarmament Process
Marjeta TOMULIC VEHOVEC Croatie	Du 01.05 au 30.06.10	The State Liability for Breach of European Community Law and the Problem of Establishing a Direct Causal Link
Azuolas CEKANAVICIUS Lituanie	Du 01.06 Au 31.07.10	Legal Aspects of Collective Management of Copyright and Related Rights

Prénoms – Noms	Dates du séjour	Thème
Koji TAKAHASHI Japon	Du 02.07 au 07.09.10	Conflicts of law and comparative law in emissions trading
Regis Yann SIMO Cameroun	Du 05.07 au 31.08.10	Cross-Cultural Business Practice (Boursier AiSDC)
Donia ALLANI Tunisie	Du 01.08 au 30.09.10	La diversité culturelle et le DIP
Yaroslava GENOVA Bulgarie	Du 01.08 au 30.09.10	La protection sociale face aux transformations de l'emploi.
Deniz Define KIRLY AYDEMIR Turquie	Du 01.08 au 30.09.10	Provisional and Protective Measures in Private Int. Law and Int. Litigation
Zhongmei WANG Chine	Du 01.08 au 30.09.10	Transparency and Due Process in Pre-Merger Review

## IX. Enquête

Dans le but d'améliorer nos prestations, nous avons mené une enquête tout au long de l'année 2010 pour connaître les raisons qui motivaient nos clients à ne pas confirmer une demande d'avis de droit. Une quarantaine de personnes ont été contactées dans ce sens, qui suite à l'envoi d'un devis par nos services, n'avaient pas donné suite.

67% des personnes consultées ont pris le temps de remplir notre questionnaire et nous avons pu constater que dans la majorité des cas, la demande n'était pas confirmée pour des raisons indépendantes de la qualité de nos services.



NSPP : Ne se prononce pas



# *Activités de la Bibliothèque*

## Introduction

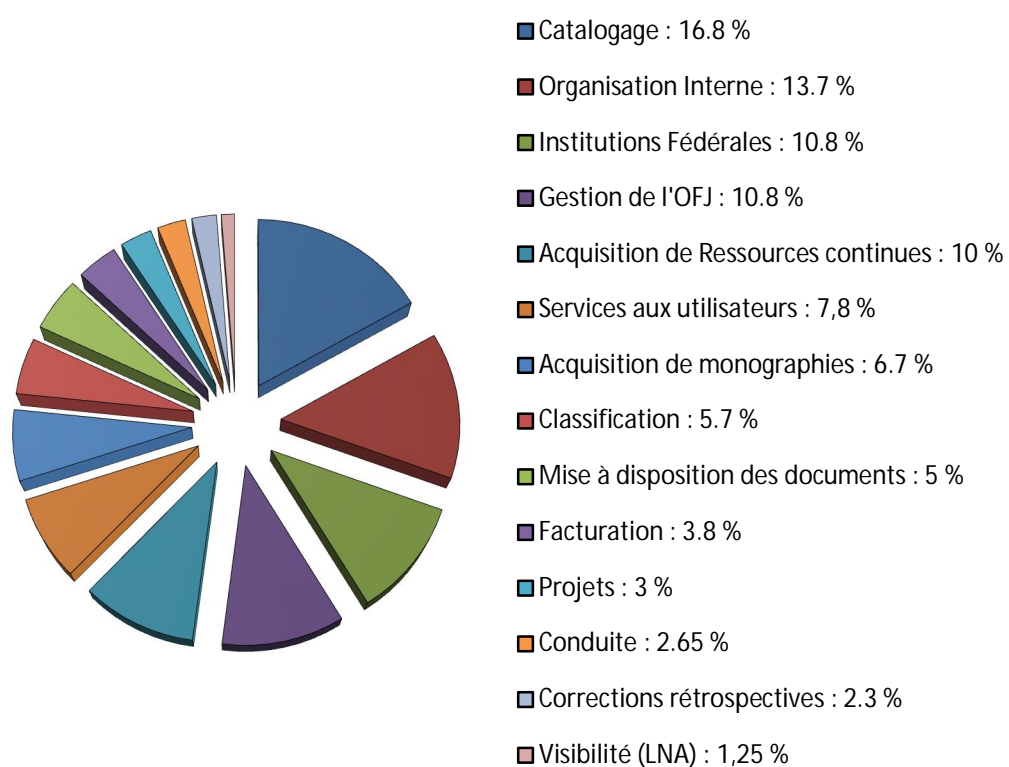
Afin de détailler l'activité de notre bibliothèque en 2010, il m'a semblé nécessaire de modifier la structure habituelle du rapport annuel et d'y appliquer la même réorganisation qui a été provisoirement mise en place pour répondre aux nouvelles tâches et missions de notre institution :

- La réunion du service des acquisitions et de celui des ressources continues afin de gérer au mieux notre budget d'acquisition et de planifier les dépenses et les économies nécessaires.
- La nouvelle dénomination du service de catalogage au sein duquel nos bibliothécaires spécialisés contribuent au développement de nos collections en effectuant désormais les commandes spécifiques, la classification et la gestion des liens Internet.
- La mise en place de la coordination locale des Institutions Fédérales qui constitue un tournant dans les activités et le profil de la bibliothèque de l'ISDC.
- La gestion de la bibliothèque de l'Office fédéral de la Justice (OFJ).
- L'instauration des services aux utilisateurs regroupant l'ensemble des prestations accomplies dans le cadre de notre mission de service public.

Je tiens à remercier l'ensemble des collaborateurs de la bibliothèque pour la qualité de leurs prestations, l'engagement et la souplesse dont ils ont fait preuve durant une année particulièrement chargée en projets, défis techniques et réalisations remarquables.

Sadri Saieb  
Responsable a.i. de la bibliothèque

**Graphique 1 : Aperçu des prestations fournies par la bibliothèque en 2010**



On constate en 2010 que les deux nouvelles tâches assignées à la bibliothèque (institutions fédérales et gestion de l'OFJ) ont occupées 20 % du temps de travail. Le traitement matériel et intellectuel des nouveaux ouvrages et des ressources continues constituant la moitié du temps consacré et les 30 % restant sont partagés entre l'organisation interne, les services aux lecteurs, les projets et la visibilité.

## I. Services des acquisitions et des ressources continues

### Statistiques

Evolution des dépenses totales de la bibliothèque	2010	2009	2008	2007
Montant des dépenses *(y.c. Bibliothèque de l'OFJ, Berne)	1'407'902*	1'270'700	1'324'200	1'374'253
Monographies	20.5%	19%	24.5%	24%
Collections monographiques et monographies avec rééditions	2%	2%	1.5%	2%
Revue scientifique (périodiques)	26.5%	30%	27.5%	64.5% *
Publications en série (suites)	23%	21.5%	20.5%	(comprend les revues, suites et mises à jour)
Publications sur feuillets mobiles (mises à jour)	15.5%	15.5%	16%	
Ressources électroniques	11.5%	11%	9%	8.5%
Frais administratifs (transports, etc.)	1%	1%	1%	1%

### Accroissement des collections

Achats de monographies	2010	2009	2008	2007
Commandes monographiques * (sans les ouvrages chinois et arabes)	2'552	2'114	2'477	3'327
Commandes monographiques Bibliothèque de l'OFJ, Berne	452	-	-	-
Prix moyen d'un livre (CHF)	104.60	94.67	99.45	98.08

### Abonnements et ordres permanents en cours

Suites (ordres permanents)	2010	2009	2008	2007
Collections monographiques et monographies avec rééditions	138 titres	132 titres	136 titres	134 titres
Publications en série (suites)	305 titres	297 titres	287 titres	302 titres
<b>Ressources continues</b>				
Revue scientifique (périodiques)	1650	1'719	1'742	1'737
Publications sur feuillets mobiles (mises-à-jour)	282	297	300	302
Banques de données	52	59	41	32
CD-ROM	4	10	10	10

## Dons et Echanges

En 2010, la bibliothèque a reçu de nombreux dons de particuliers, à signaler parmi les plus conséquents :

- Les ouvrages juridiques roumains du Professeur Dan Claudiu Dănișor, Doyen de la Faculté de Droit et des Sciences Administratives de l'Université de Craiova qui ont contribué à mettre considérablement à jour notre collection.
- La collection compète des ATF remis par Mr. Peter Alexander Müller, ancien juge fédéral et membre du Conseil de l'ISDC (1997-2000).

Du point de vue des échanges, la bibliothèque entretient des relations avec près de 80 institutions afin de recevoir leurs publications et de leur envoyer celles de l'Institut. Depuis 2010, notre bibliothèque est inscrite et participe à la plateforme d'échanges [ELTAB](#) (Elektronische Tauschbörse für Bibliotheken) créée par la bibliothèque universitaire de Kaiserslautern. Ce site permet l'insertion et la commande de monographies par les institutions participantes sur le modèle d'un « shop en ligne ».

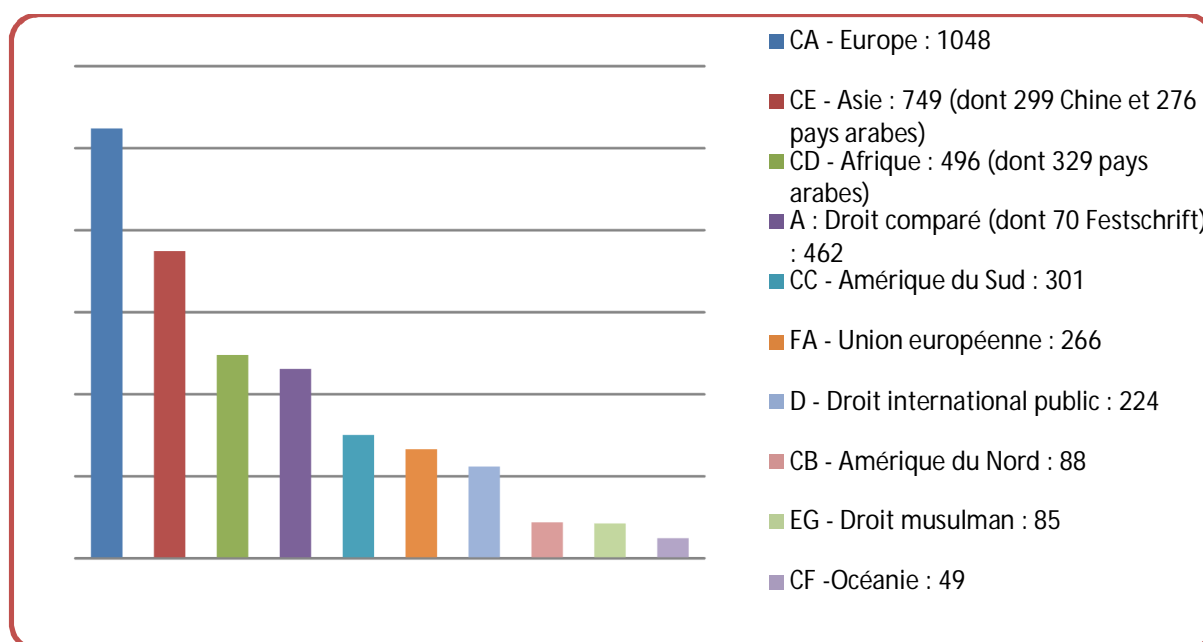
## II. Catalogage et développement des collections

### Catalogage et traitement des ouvrages

	2010	2009
Total des titres catalogués	3714	2875
Notices d'autorité	365	446

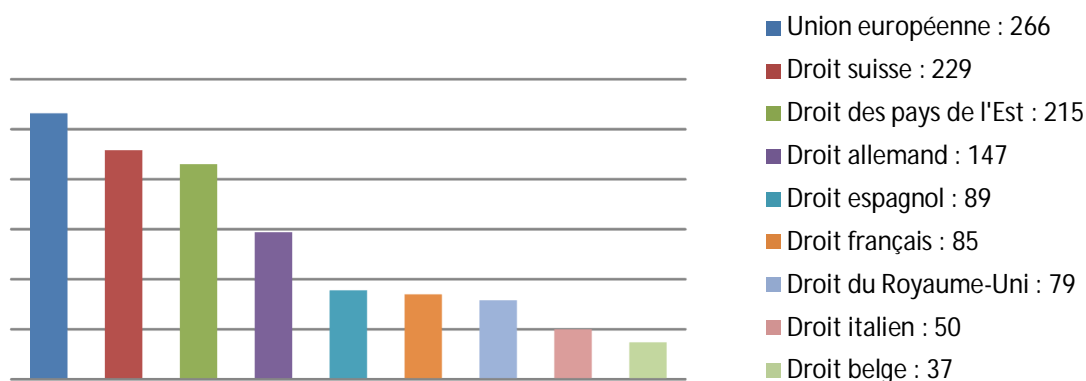
### Mise à jour des collections

Nos bibliothécaires spécialisés complètent le travail de notre équipe scientifique et de nos experts externes dans l'acquisition et la mise à jour des collections. En 2010, nos collections en droit arabe, musulman et persan ont notamment fait l'objet d'une importante mise à jour.



Graphique 2 : Aperçu de la répartition par domaines des ouvrages catalogués par la bibliothèque en 2010

## Droit européen : 1314 ouvrages traités en 2010



*Graphique 3 : Aperçu de la répartition par pays des ouvrages catalogués par la bibliothèque en 2010 pour le droit européen et de l'Union européenne*

### III. Coordination locale des Institutions fédérales (IF)

L'année 2010 qui a vu naître le réseau IF<sup>1</sup> a été intense, riche et variée. Elle a sollicité une implication et une réactivité constante de la part de tous les acteurs concernés. Ceux-ci ont été appelés à développer de nouvelles compétences afin de gérer une structure inédite et complexe tout en menant à bien le partenariat avec les bibliothèques des Tribunaux Fédéraux.

#### Mise en place du système et migration

Les six premiers mois de l'année ont été nécessaires pour finaliser le paramétrage du système intégré de gestion de bibliothèque (SIGB) Virtua en production, notamment celui du module du prêt. Parallèlement à cela, les phases de test ont démarré dès le 25 février afin de préparer la migration du SIGB vers une nouvelle version. Trois batteries de tests successives ont été effectuées jusqu'à la validation de la version Virtua Consortium 2010.1.2 et l'installation durant le week-end des 10 et 11 juillet 2010.

#### Catalogage

Outre les contrôles quotidiens et hebdomadaires de la qualité du catalogage, la coordination locale a eu pour tâche en 2010 de détruire des centaines de notices doublons dont beaucoup provenaient de la migration.

Parallèlement à cela, la coordination a répondu à de nombreuses questions venant des bibliothèques IF. Ces questions portaient sur les règles de catalogage RERO et le fonctionnement de Virtua. Le catalogage des thèses et des périodiques électroniques a été un thème récurrent.

<sup>1</sup> Les bibliothèques du Tribunal fédéral (TF), du Tribunal administratif fédéral (TAF) et du Tribunal pénal fédéral (TPF), ainsi que celle de l'Office fédéral de la Justice (OFJ), gérée par l'Institut suisse de droit comparé (ISDC), ont rejoint en 2009 le groupe RERO des IF dont la coordination locale est assurée par l'ISDC. Le 4 janvier 2010, l'OPAC local "Institutions fédérales" est entré en production, en lieu et place de celui de l'ISDC, contenant les données migrées de ces bibliothèques.

Certaines demandes, très pointues, ont nécessité une légère modification des règles en vigueur dans le réseau romand ou un complément d'informations dans la documentation RERO. De ce fait, elles ont été soumises à la Commission du Catalogage (COCA) de RERO pour discussion et approbation.

De plus, la coordination a participé à des travaux de longue haleine découlant de la migration des bibliothèques IF vers RERO comme le dédoublement des périodiques, action pour laquelle la coordination a été consultée pour 81 titres. Ces travaux continueront en 2011 avec le traitement des notices des grands commentaires.

### **Bulletinage**

La coordination pour le bulletinage a été en charge d'étudier et de se prononcer quant à l'utilisation de certaines fonctionnalités du module et d'effectuer un certain nombre de contrôles et de corrections. Par ailleurs, la coordination a assuré un service de réponses aux diverses demandes et questions des bibliothèques IF.

La coordinatrice locale pour le bulletinage s'est rendue à une séance du groupe le 26 avril 2010.

### **Acquisitions**

Seules deux bibliothèques au sein des IF, celles de l'ISDC et de l'OFJ, utilisent le module des acquisitions de Virtua pour leurs commandes. En 2010, le coordinateur local a assisté à une séance du Groupe acquisitions à Martigny le 20 mai 2010.

### **Prêt**

La coordination locale pour le prêt au sein des IF est également particulière, seulement deux bibliothèques (celles du TAF et de l'OFJ) pratiquant le prêt automatisé avec le module Virtua.

Les besoins au sein des IF sont, en raison de la nature (à usage principalement interne, multilinguisme..) des deux bibliothèques en question, sensiblement différents de ceux de la plupart des autres bibliothèques membres de RERO.

Le coordinateur local pour le prêt s'est rendu à une séance ordinaire RERO le 27 mai 2010, ainsi qu'à une séance extraordinaire avec la COBASES le 14 septembre dans le cadre du projet d'harmonisation du prêt. Plusieurs séances ad hoc se sont tenues en 2010 entre les différents acteurs du prêt (coordination IF et bibliothèques concernées) pendant la phase de mise en place de la nouvelle structure.

### **Prêt interbibliothèques**

Des séances du groupe de travail COPI ont eu lieu le 24 juin, le 23 septembre et le 12 octobre 2010. La coordination locale pour le PEB a participé aux différents travaux et tests liés au dossier « Harmonisation du Prêt » et organisé sur les sites de Lausanne et de Berne des séances d'Introduction au logiciel ILL RERO auprès de des collègues du TF et du TAF.

### **OPAC**

Suite à la migration des bibliothèques juridiques dans le réseau IF, la coordination locale pour l'OPAC a eu pour tâche de redéfinir les fonctionnalités et les rubriques de l'OPAC proposées aux usagers, puisque l'interface était désormais partagée par tous les partenaires de ce réseau.

L'année 2010 a également été marquée par une réflexion au sein de la commission de l'OPAC de RERO (COPAC) en ce qui concerne les futurs développements des accès en ligne aux catalogues de RERO. Un rapport, contenant les recommandations du groupe de travail a été remis au Conseil stratégique de RERO, afin que ce dernier puisse se prononcer sur les suites à donner au projet.

## **Indexation**

Pour des raisons de pratiques internes<sup>2</sup>, c'est la bibliothèque du Tribunal fédéral qui assure la coordination matière auprès de la centrale RERO et son rôle a été de participer aux séances COMA lorsqu'il y est question d'indexation juridique.

## **Quelques chiffres**

En 2010, les coordinateurs locaux, le coordinateur local et la chef de projet ont consacré au total et toutes tâches confondues, 2114 heures de travail à la coordination locale IF, soit environ 256 jours. Le temps consacré représente au total près de 11% des activités de la bibliothèque de l'ISDC.

Plus de 200 demandes ou questions d'ordre technique ont été adressées à la chef de projet IF. En outre, plus de 120 demandes ont été adressées à la coordination locale IF pour le catalogage, dont la grande majorité a pu être traitée directement par la responsable du catalogage de l'ISDC.

## **Remerciements**

La coordination locale IF présente ses remerciements à la Centrale RERO pour son soutien et le professionnalisme de ses collaborateurs. Elle remercie également les coordinations des autres sites romands qui ont apporté une aide précieuse tout au long de l'année en partageant leurs connaissances et expériences.

## **IV. Gestion de la bibliothèque de l'Office fédéral de la Justice**

Depuis le début de l'année 2010, la Bibliothèque de l'Office fédéral de la Justice (OFJ) est gérée par l'ISDC en vertu de la Convention établie le 26 août 2009 entre les deux institutions. Cette première année a montré que la gestion par l'ISDC de la bibliothèque principale, des onze bibliothèques satellites et du magasin en libre accès (24h/24 et 7j/7), ainsi que tous les services aux collaborateurs ont été assurés dans la continuité et avec la même qualité de celle préalable de l'OFJ. Dans certains cas, notamment pour ce qui concerne le prêt entre bibliothèques et la livraison de documents, la qualité et l'efficacité des services ont sensiblement augmenté grâce au canal direct entre l'ISDC et l'OFJ, ainsi qu'aux nouvelles possibilités résultant de cette collaboration.

D'un point de vue pratique, les acquisitions, le catalogage formel et sémantique des achats, ainsi que leur équipement ont été intégrés au chemin du livre de l'ISDC tandis que le traitement formel et sémantique et l'équipement des dons, ainsi que la totalité de la gestion des périodiques et les autres tâches courantes ont été effectuées sur le site de Berne.

La présence sur le site de Berne a pu être assurée comme prévu, exception faite pour quelques absences forcées dues à des autres obligations inéluctables (séances plénières, séances RERO etc.).

Le 7 octobre 2010, le « Projet Bibliothèque OFJ/ISDC » a été clôturé et son bienfondé a été confirmé par les deux parties concernées.

---

<sup>2</sup> Les Tribunaux Fédéraux n'utilisant pas le vocabulaire RERO mais le thesaurus JURIVOC pour l'indexation de leurs documents

## V. Service aux utilisateurs

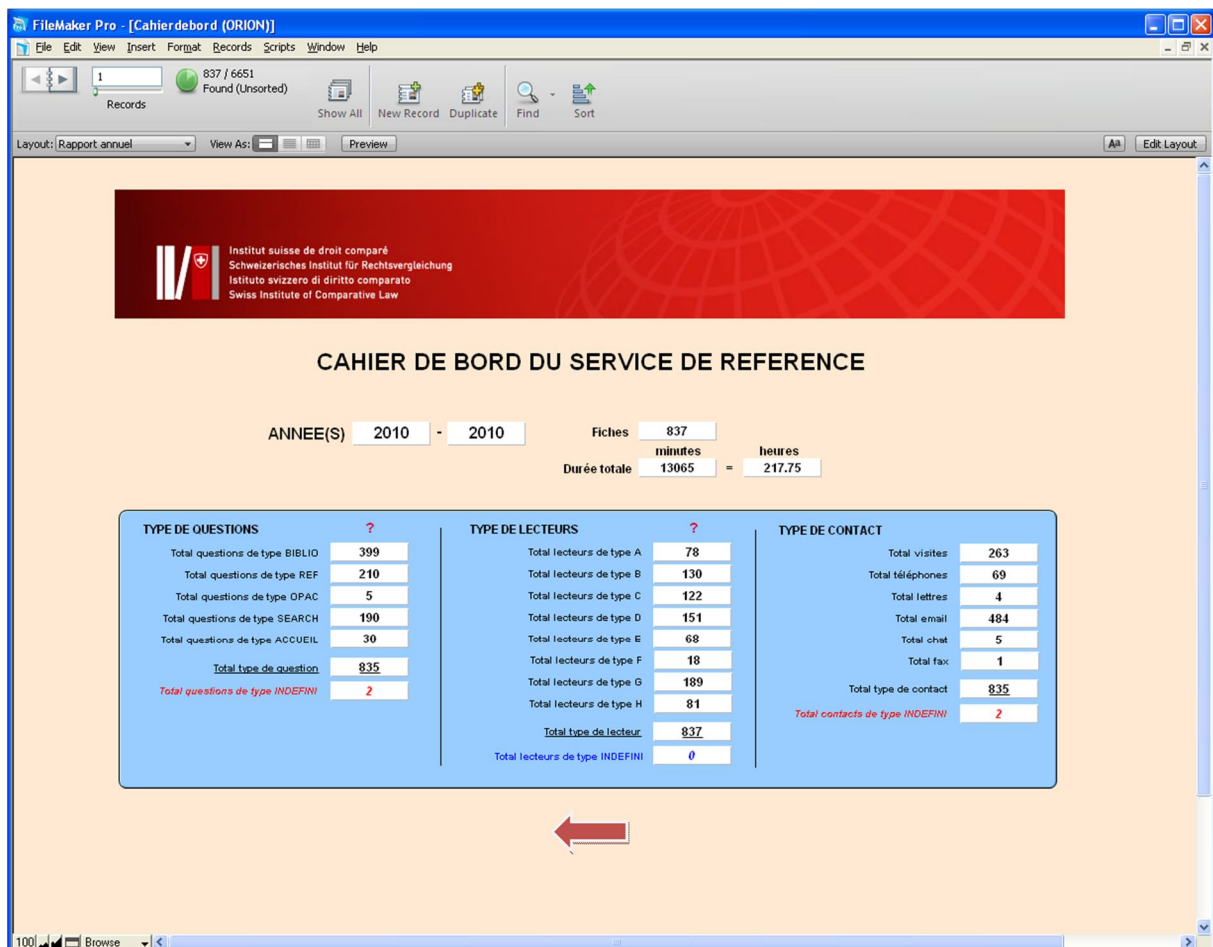
### Service de référence

*Un service essentiellement virtuel : 70 % des transactions sont des réponses à distance !*

En 2010, le Service de référence a consacré 220 heures pour répondre à 837 demandes (741 demandes et 190 heures consacrées en 2009).

Une augmentation des réponses à distance (572 requêtes adressées par email, téléphone et service de Chat contre 492 en 2009) et une stabilisation de celles effectuées sur place (263 contre 249 en 2009). Corollaires de l'accent mis sur l'accueil des chercheurs et de la visibilité accrue auprès de l'OFJ en particulier et de l'administration fédérale en général, le nombre de demandes provenant de ces utilisateurs (B & H) qui a plus que doublé par rapport à l'exercice précédent.

Les questions des utilisateurs sont référencées dans une base de données. Celle-ci vise deux objectifs : comptabiliser le nombre de demandes selon des thématiques et des types d'utilisateurs dans un but de statistiques et constituer une base de connaissance pour partager les informations entre les bibliothécaires, puisque la quasi-totalité du personnel de la bibliothèque assume des tâches de renseignements et d'accueil. Cette base de données, accessible uniquement aux employés de l'Institut, a été sensiblement améliorée par l'intégration de nouvelles fonctionnalités et par une autre interface, ce qui en fait un outil très pratique et convivial. Actuellement, cette base de connaissances comprend environ 7000 questions.



**Graphique 4 : Aperçu de la base de connaissances du service de référence et des statistiques 2010**



## Prêt interbibliothèques & Demandes de photocopies

*Un nombre de prêts à l'externe en hausse constante !*

Avec l'assouplissement progressif de nos conditions de prêt à l'externe et l'augmentation d'envoi d'ouvrages dans les bibliothèques suisses et étrangères qui en résulte, le nombre de transactions demeure important en 2010 avec 927 requêtes (887 en 2009) au total.

Le nombre de demandes de prêt d'ouvrages provenant d'autres bibliothèques s'élève à 562 requêtes honorées (516 en 2009) tandis que le nombre de demandes de photocopies s'est élevé à 240 (228 en 2009).

A l'interne, en revanche et du fait de l'offre importante en bases de données, ce service ne s'est chargé que de 125 demandes de prêts et de photocopies pour les collaborateurs scientifiques et les boursiers contre près de 143 l'année 2009.

## Accueil des chercheurs

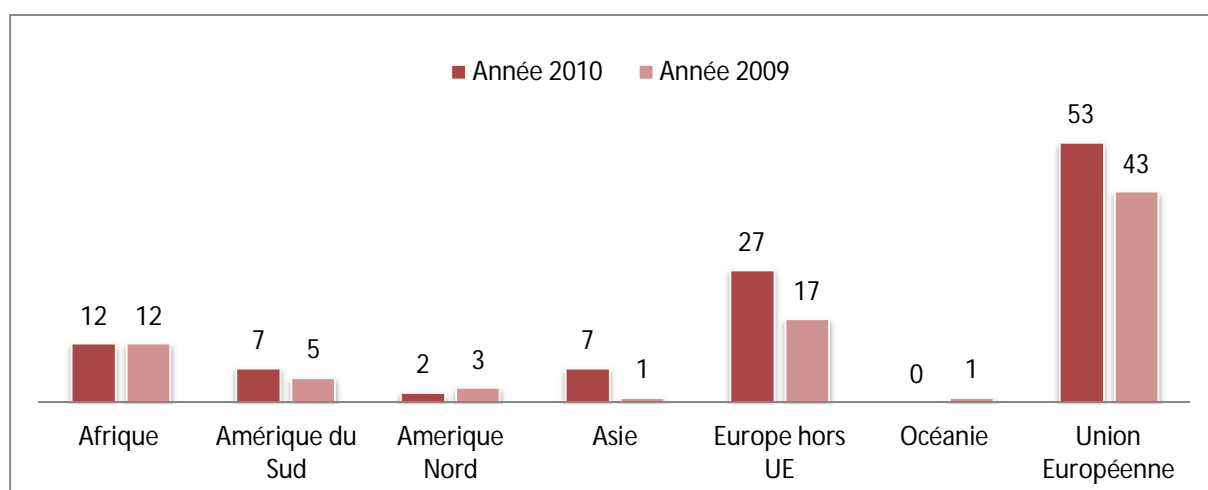
L'accent a été mis en 2010 sur l'accueil des utilisateurs de la bibliothèque (cf. point IV du présent rapport). Toute une série d'actions a été entreprise avec enthousiasme et abnégation par les collaborateurs de la bibliothèque : Analyse des besoins des chercheurs au moyen d'un sondage en ligne, élaboration et remise d'un questionnaire d'enquête, accueil personnalisé de chaque visiteur annoncé, extension des horaires d'ouverture...

Au final, un bilan très positif notamment du point de vue relationnel avec une meilleure connaissance des besoins, des exigences et des préoccupations des chercheurs.

Du point de vue statistique, le nombre de visiteurs de la bibliothèque provenant de l'étranger reste en augmentation constante. Cette année marque un record avec 108 visiteurs. Le nombre d'utilisateurs de Suisse garde quant à lui sa moyenne : 41 en 2010, contre 42 en 2009 et 34 en 2008.

<b>Chercheurs de l'étranger</b>	<b>Année 2010</b>	<b>Année 2009</b>	<b>Année 2008</b>	<b>Année 2007</b>
<b>Afrique</b>	12	12	6	1
<b>Amérique du Sud</b>	7	5	5	5
<b>Amerique Nord</b>	2	3	1	0
<b>Asie</b>	7	1	5	6
<b>Europe hors UE</b>	27	17	11	13
<b>Océanie</b>	0	1	0	1
<b>Union Européenne</b>	53	43	35	34
<b>Total</b>	<b>108</b>	<b>82</b>	<b>63</b>	<b>60</b>

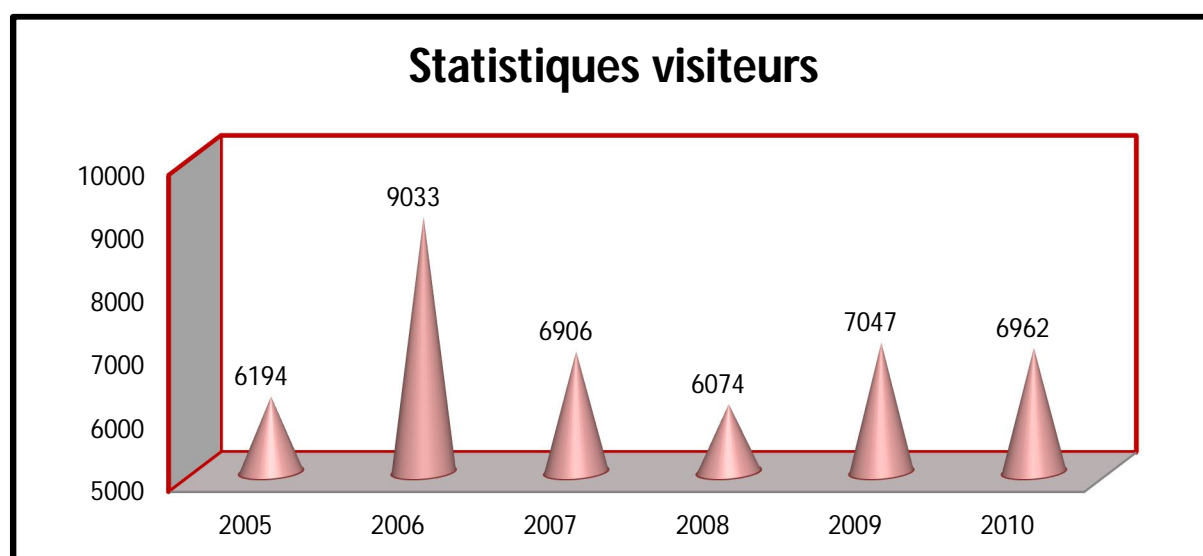
### Comparatif des origines visiteurs 2009 – 2010



### Fréquentation et extension des horaires d'ouverture.

Suite aux résultats de la consultation en ligne sur nos conditions d'accueil effectuée au printemps, les horaires d'ouverture de la bibliothèque ont été prolongées jusqu'à 19h à partir du 1<sup>er</sup> septembre 2010. Par rapport aux jours d'ouverture, un bibliothécaire assure désormais une présence chaque premier samedi du mois afin d'accueillir les lecteurs ne pouvant venir en semaine pour des raisons professionnelles.

Durant les mois de juillet et d'août, devant l'afflux des visiteurs étrangers désirant « rentabiliser » leurs séjours de recherche, les heures d'ouverture ont été prolongées jusqu'à 20h tous les jours ouvrables.



# ***Autres Activités***

## I. Responsabilité environnementale

En tant qu'institut international, nous reconnaissons nos responsabilités envers nos divers intervenants, tels que nos clients, les membres de l'Institut, les fournisseurs et les communautés plus larges avec lesquels nous vivons et travaillons. Cela inclut notre responsabilité de réduire notre impact environnemental.

Une prise de conscience a été entreprise afin de s'assurer que toutes les bonnes initiatives ont été rassemblées et sont appliquées.

La politique de recyclage est respectée au sein de l'Institut et les collaborateurs ont à leurs dispositions différentes poubelles pour trier les déchets (PET, Alu, Carton et Papier).

Nous avons constaté au cours de cette année une baisse significative de notre consommation de papier, s'expliquant par les raisons suivantes :

- Incitation à la communication interne par email.
- Réduction du nombre de copies distribuées.
- Préférence de l'envoi d'information par email plutôt que par courrier.
- Impression du Rapport Annuel 2009 : Version plus courte et format « livret », préférant laisser la version intégrale uniquement par électronique.

Les signatures email de tous les collaborateurs se sont harmonisées et portent toutes un message pour inviter nos correspondants à ne pas imprimer inutilement.

Nous avons également observé une baisse de la consommation électrique : elle a été réduite de 50% dans la salle serveur après un changement de celui-ci. Une sensibilisation du personnel a également été menée afin de s'assurer que lumières et ordinateurs soient éteints à la fin de la journée.

## II. Présence de l'ISDC

### *Dans les médias*

- **Cheiks, rabbins et prêtres israéliens en course d'école**  
*Citation de l'ISDC le 19 février 2010, 24 Heures pour sa participation à la visite des chefs religieux.*
- **Le droit et les langues en discussion à Hanoi**  
*Citation de l'ISDC et de Lukas Heckendorn Urscheler pour son intervention "Le droit dans un contexte plurilingue : un défi et une opportunité pour le législateur et pour le juge", le 14 juillet 2010, Le Courrier du Vietnam.*
- **Das erträgliche Mass an Ferien**  
*Citation de l'ISDC, le 6 août 2010, NZZ Online pour son avis de droit rédigé pour l'OFJ.*
- **Régime d'expulsion des étrangers dans des pays voisins**  
*Interview de Lukas Heckendorn Urscheler le 21 octobre 2010, Echo der Zeit (DRS 1 et 2).*
- **Confucius et Marx : le paradis, c'est sur terre ou jamais.**  
*Interview de Harro von Senger, expert du droit chinois, le 15 décembre 2010, Le Bilan.*

## **Dans des publications scientifiques**

- **Punishing Organized Crime Leaders for the Crimes of their Subordinates**  
*Shachar Eldar. Février 2010.*

## **III. Site Internet**

### **Un site Internet en quatre langues**

Lors de la mise en ligne du nouveau graphisme du site Internet, seules deux langues étaient actives en 2009, à la fin de l'été, la version allemande était accessible et au 1<sup>er</sup> décembre la version italienne également. Il était important pour l'Institut que les trois langues officielles soient représentées sur leur portail en ligne ainsi que l'anglais pour sa vocation internationale.

Suite à une étude des pages les plus visitées, une nouvelle mise en forme de la page d'accueil a été entreprise, dans le but de rendre les informations plus accessibles et structurées. Les visiteurs de notre Website ont désormais plus d'accès rapides depuis la Homepage pour atteindre les informations qui les intéressent le plus.

## **IV. Projet accueil**

Initié en 2009, et toujours en cours en 2010, le projet « Accueil » a pour mission

- d'analyser les divers besoins de l'Institut en matière d'accueil,
- d'établir des procédures adaptées aux différentes catégories de personnes ou de groupes visitant, séjournant et/ou étant engagés à l'Institut,
- enfin de créer des outils de gestion interne pour une organisation concertée entre les divers collaborateurs de l'Institut jouant un rôle dans l'accueil.

Mme Martine Do, cheffe de ce projet, ainsi que Mme Christiane Serkis, responsable des aspects « accueil » pour la bibliothèque, ont rendu visite au Max-Planck-Institut de Hambourg en octobre où un « Welcome Center » a été créé récemment ; ce dernier pourrait inspirer la mise en place d'une telle structure à l'Institut suisse de droit comparé. Cette visite de trois jours pendant lesquels M. Holger Knudsen, directeur de la bibliothèque du MPI, et ses collaboratrices ont réservé le plus attentif des accueils aux deux collaboratrices de l'Institut, leur a permis de confirmer certaines pratiques déjà en cours à l'Institut et de consolider les bases du projet en cours par des structures plus organisées.

Un rapport présentant un certain nombre de recommandations a été soumis au Comité de pilotage ; parmi les aspects principaux de ce rapport ressortent principalement la nécessité de revoir la conception des espaces d'accueil et celle de disposer d'une base de données unique contenant les informations nécessaires pour gérer l'accueil de tout type de chercheur.

Dans le but d'améliorer l'accueil au niveau de la bibliothèque et, pour cela, d'évaluer les besoins des chercheurs, Mme Christiane Serkis a mené un sous-groupe du projet Accueil, composé de trois collaborateurs de la bibliothèque, Mme Hanna Wojcik, M. Mostafa Najem et M. Andrea Cantinotti ; ce groupe de travail « Enquête auprès des usagers de la bibliothèque » a élaboré un questionnaire de cinq pages, remis à tout chercheur au sein de l'Institut ; cette opération s'étend encore sur 2011 afin de récolter des résultats suffisamment étayés et basés sur une longue période.

La mise en œuvre de la globalité du projet « Accueil » est planifiée pour le courant de 2011.

## V. Projet numérisation

### Numérisation des publications de l'Institut

A la suite des rapports analytiques sur la numérisation menés précédemment, ainsi que des différentes études de faisabilité, l'ISDC a lancé en 2010 son projet pilote pour numériser ses propres publications.

Une plateforme opérationnelle sera mise en place en 2011 pour héberger ces documents et offrir ainsi une solution de consultation au lecteur pour ces différents documents numérisés. Seront également en ligne les publications des études suisses de droit comparé qui présentent les résultats synthétiques des recherches de l'Institut suisse de droit comparé en droits étranger, comparé, international et transnational. Par ailleurs les deux newsletters de l'ISDC (ISDC's Letter et Click&Read) seront également accessibles via cet outil.

Dans les faits, 43 volumes ont été numérisés à la fin 2010 ; en 2011, ils seront chargés sur l'application de Mediainfo et accessibles au public via l'adresse [www.e-collection.isdc.ch](http://www.e-collection.isdc.ch).

### L'e-scan

Les nouvelles technologies de l'information et de la communication ne cessent de changer le monde bibliothéconomique. De nouveaux outils font leur apparition, induisant ainsi d'importantes mutations dans l'activité documentaire des bibliothèques.

La bibliothèque de l'ISDC ne cesse de se confronter à ce nouveau défi et tâche d'offrir des services, des prestations et des outils adaptés pour répondre au plus près aux besoins et attentes de ses utilisateurs. Une démarche de modernisation qui exige une adaptation constante et une familiarisation continue face à l'évolution technologique qui progresse à une vitesse vertigineuse dans le domaine de l'information et de la documentation.

Pour répondre à cette nouvelle demande et à l'intérêt de nos utilisateurs qui se réfèrent constamment à des fichiers numériques et/ou numérisées, la bibliothèque de l'Institut a mis à disposition de ses chercheurs un scanner innovant en phase de test durant la période de juillet-août. Cet outil a été testé afin d'évaluer réellement son intérêt et son impact pour les utilisateurs au sein de notre Institut.

Ce nouvel appareil appelé « E-scan » est une station de numérisation compacte et autonome destinée à un usage grand public, parfaitement adapté aux centres de documentations et de bibliothèques. Il permet d'obtenir instantanément en libre-service des copies numérisées. Doté d'une interface client facile, intuitive et conviviale, il offre à l'utilisateur un confort d'utilisation et une rapidité de numérisation grâce à ces différentes options (balance, cadrage, luminosité, etc.).

Dès le 1<sup>er</sup> décembre, l'E-scan était disponible de manière permanente dans la bibliothèque de l'Institut et chaque nouveau visiteur peut avoir une introduction d'utilisation par l'un de nos bibliothécaires.

## **VI. Salles de conférences**

L'Institut tient ses salles de conférence à la disposition de l'Université de Lausanne et des instances fédérales. Avec une contenance maximum de 100 personnes, l'Institut peut ainsi organiser conférences et colloques au sein même de ses locaux.

Cette année, l'Institut a accueilli notamment :

Les 29 et 30 février, le bureau du Grand Conseil de l'Etat de Vaud, les 15 et 16 avril, le Forum International d'Anthropologie et le 28 avril, l'Association Henri Capitant des amis de la culture juridique française.

## **VII. Atelier reliure**

L'année 2010 fut riche en événements pour l'atelier de reliure. Depuis le mois de juillet de nouvelles tâches ont été rattachées à ce service, telles que la gestion du matériel de bureau et du mobilier, la sécurité de bâtiment ou encore l'organisation des travaux.

Afin de répondre à cette restructuration, des travaux d'agrandissement de l'atelier ont été entrepris, permettant entre autre de stocker les palettes de papier et du matériel de bureau.

Les travaux ont duré environ deux mois, les photocopieuses et microfiches ont été déménagées afin de supprimer la paroi et réquisitionner le local pour cet agrandissement.

La reliure, restant une des tâches importantes, a vu l'acquisition d'une nouvelle machine permettant une préparation de dossier plus rapide.

Nombre de reliures réalisées : 537 pièces, cette baisse se justifiant par les changements d'organisation de l'Institut.





# *Organisation et Finances*

## I. Collaborateurs au 31.12.2010

### **Direction**

Prof. Dr Christina Schmid, directrice a.i.

Dr Lukas Heckendorn Urscheler, vice-directeur et chef de la division scientifique

### **Domaine de direction scientifique**

Beatrice Angehrn, secrétaire

Chantal Berger, réceptionniste

Martine Do-Spitteler, secrétaire

Cécile Fornerod, secrétaire

Marie Papeil, Marketing & Communication

Alberto Aronovitz, collaborateur scientifique, droits hispanophones et droit israélien

Karen Jeanneret-Druckman, collaboratrice scientifique, droits américain et des pays de Common Law

Andreas Fötschl, collaborateur scientifique, droit autrichien, Responsable droit continental

Laetitia Franck, collaboratrice scientifique, droit français et droits francophones

Anne Marit Mann, collaboratrice scientifique, droit allemand

Annelot Peters, collaboratrice scientifique, droit néerlandais

Alfredo Santos, collaborateur scientifique

Josef Skala, collaborateur scientifique, droits d'Europe centrale et orientale

Daria Solenik, collaboratrice scientifique, droits d'Europe centrale et orientale

Martin Sychold, collaborateur scientifique, droits anglophones et des pays de Common Law, Responsable section « Common Law et systèmes mixtes »

### **Experts Externes**

Gian Paolo Romano, droit italien & droit international privé

Harro von Senger, droit chinois

### **Technique et informatique**

Jacques Brullisauer, spécialiste technique

Christophe Genoud, responsable technique

Dominique Rey, responsable informatique

### **Domaine de direction d Bibliothèque**

Sadri Saieb, bibliothécaire, chef a.i de section

Sarah Amsler, bibliothécaire, acquisitions et suites

Michele Baccherassi, bibliothécaire, Office fédéral de la Justice

Sylvia Biro, bibliothécaire, cheffe de projet IF

Eveline Burkhard, bibliothécaire, catalogage

Andrea Cantinotti, bibliothécaire, collections Europe centrale et de l'est.

Mostapha Najem, bibliothécaire, collections arabe et persane

Céline Porret, bibliothécaire, ressources continues

Christiane Serkis, bibliothécaire, ressources continues

Hubert Schmutz, bibliothécaire, responsable du service des acquisitions

Weiling Tang, bibliothécaire, collection chinoise

Hanna Wojcik, bibliothécaire, responsable du service du catalogage

### **Finances et ressources humaines**

Cindy Hugli, Cheffe du personnel (Bern)

Oliver Geissbühler, Chef Finances et Controlling (Bern)

## II. Conseil et Comité de l'Institut

### Par ordre alphabétique

\*Membres du Comité

#### Représentants des Universités & Hautes Écoles

Claire HUGUENIN,	Professeure, Université de Zürich
Bruno HUWILER,	Professeur, Université de Bâle
Susan KILLIAS,	Secrétaire générale, Ecole polytechnique fédérale de Lausanne
Alfred KOLLER,	Professeur, Université de Saint-Gall
Peter V. KUNZ,	Professeur, Université de Berne
Alexander MARKUS,	Professeur, Université de Berne
Hansjörg PETER,	Professeur, Université de Lausanne
Jörg SCHMID *,	Professeur, Université de Lucerne
Franz WERRO *,	Professeur, Université de Fribourg
Pierre WESSNER*,	Professeur, Université de Neuchâtel
Bénédict WINIGER,	Professeur, Université de Genève

#### Représentants des administrations fédérale et cantonale

Jacqueline CORTESI-KÜNZI,	Chef de section, Administration fédérale des finances
Eric GOLAZ,	Chef de service, Etat de Vaud
Michael LEUPOLD *,	Directeur de l'Office fédéral de la justice
Paul SEGER *,	Directeur, Direction du droit international public
Karine SIEGWART,	Chef de Section, Office fédéral de l'environnement
Hanspeter TSCHÄNI,	Ambassadeur, Secrétariat d'Etat à l'Economie (SECO)
Daniel ZIMMERMANN,	Directeur Juridique, Office fédéral de la culture

#### Représentant du Tribunal Fédéral

Kathrin KLETT,	Juge fédérale, Tribunal Fédéral
----------------	---------------------------------

#### Représentants du secteur privé

Dominique BROWN-BERSET *,	Avocate, Genève
Thomas PLETSCHER,	Membre de la direction, economiesuisse

## III. Finances

### 1. Compte de résultats

#### Compte de résultats - Charges

Les articles principaux sont constitués par: *Rétribution du personnel et cotisations de l'employeur, Autres charges de personnel, Charges de biens et services liées à l'informatique, Charges de conseils, Autres charges d'exploitation et Amortissement du patrimoine administratif.*

## Compte de résultats – 2008 à 2010

	2008	2009	2010
<b>Total recettes</b>	-1'549'767	-1'306'641	-1'473'413
<b>Total charges</b>	7'080'253	7'478'735	7'266'655
<b>Déficit</b>	5'530'486	6'172'094	5'793'242
<b>Charges avec incidence financière</b>	6'681'811	7'320'562	6'992'980
Rétribution du personnel et cotisations de l'employeur	4'470'780	5'157'203	4'832'697
Autres charges de personnel	35'300	35'721	40'082
Informatique	273'130	260'657	228'740
Charges de conseil	102'500	121'425	102'424
Autres charges d'exploitation	1'800'100	1'745'557	1'789'037
<b>Charges avec imputation des prestations</b>	258'942	310'924	127'468
Autres charges de personnel	0	0	1'100
Informatique	174'574	269'187	67'435
Autres charges d'exploitation	84'368	41'737	58'933
<b>Charges sans incidence financière</b>	139'500	-152'752	-148'505
Rétribution du personnel et cotisations de l'employeur	0	0	-264'710
Informatique	0	0	90'857
Amortissements	4'250	-5'401	25'348
Attribution à des provisions (solde horaire accumulés)	135'250	-147'351	0
<b>Recettes avec incidence financière</b>	-1'039'413	-970'393	-990'449
Emoluments	-862'480	-811'704	-825'371
Taxes	-170'173	-152'265	-159'037
Autres recettes	-6'760	-6'425	-6'041
<b>Recettes avec imputation des prestations</b>	-510'354	-336'247	-480'170
Emoluments	-510'354	-336'247	-480'170
<b>Recettes sans incidence financière</b>	0	0	-2'794
Attribution à des provisions (solde horaire accumulés)	0	0	-2'794

- **Rétributions du personnel et cotisations de l'employeur**

La diminution des charges des salaires et charges sociales du personnel par rapport à 2009 est la conséquence de la restructuration interne.

- **Autres charges de personnel**

Ce crédit est consacré à la formation et au perfectionnement du personnel ainsi qu'aux frais de recherche de personnel par voie d'annonce.

- **Charges de biens et services liées à l'informatique**

La diminution par rapport à 2009 est due à l'interruption du projet numérisation avec l'Office fédéral de l'informatique et des télécommunications et la redimension du projet.

- **Charges de conseils**

Dans le cadre des demandes d'avis de droit et des besoins de traduction, l'Institut a dû recourir aux services de plusieurs experts étrangers.

- **Autres charges d'exploitation**

La plus grande partie de ce crédit (78,7%) concerne le budget de la bibliothèque et doit permettre de tenir à jour l'important fond documentaire malgré l'augmentation des prix de la littérature juridique.

Ce crédit permet de garantir la qualité des collections que la bibliothèque doit tenir à disposition de son public. Le solde du crédit comporte les frais d'exploitation et d'entretien du bâtiment, pour voyage de service, pour l'organisation de conférences ainsi que les dépenses pour les fournitures de bureau et le mobilier.

- **Amortissement du patrimoine administratif**

Ce poste regroupe les amortissements pour biens meubles ainsi que les amortissements de l'informatique. Le résultat 2010 est la conséquence de l'activation après coup d'une inscription à l'actif pour un serveur informatique en 2009.

## Compte de résultats – Produits

La structure des recettes de l'ISDC est principalement composée des émoluments perçus lors de l'établissement d'avis de droit (pour la clientèle privée et pour la Confédération sous la forme d'imputation des prestations), ainsi que des remboursements de frais pour colloques, travaux de recherche ou photocopies.

- **Emoluments**

L'estimation des recettes, découlant de l'établissement d'avis de droit, ne peut être déterminée avec exactitude au moment du dépôt du budget. Le montant des recettes provenant d'avis de droit fournis à la Confédération n'est pas planifiable (le nombre de demandes a varié très fortement au cours de ces dernières années) et dépend également de la complexité des avis (nombre d'heures facturées).

- **Remboursement de frais**

Comme par le passé, il n'est pas possible de déterminer d'avance avec précision le montant exact des remboursements pour frais de colloques de même que le nombre de recherches documentaires ou de photocopies au moment du dépôt du budget.

- **Réduction des provisions pour des soldes horaires accumulés**

Ce poste regroupe les provisions pour vacances, heures supplémentaires et temps de travail à compenser. Les provisions doivent être diminuées en cas de réduction des avoirs pour vacances, heures supplémentaires et temps à compenser. Au total, les provisions s'élèvent encore à 0.1 Million.

## 2. Compte des investissements

	2008	2009	2010
<b>Compte des investissements - Charges</b>	0	67'034	30'000
Immobilisations corporelles et incorporelles, stocks	0	67'034	30'000

## Comptes des investissements – Charges

- **Immobilisations corporelles et incorporelles, stocks**

Ce poste regroupe les investissements pour les systèmes informatiques. En 2010, comme planifié, l'investissement dans certains équipements informatiques a eu lieu.



***AiSDC***  
***Alumni et amis de***  
***l'Institut***

## I. Activités

- 1.1 Le Comité de l'Association des Alumni et Amis de l'Institut (ci-après AiSDC) s'est réuni quatre fois durant l'année (les 11 mars, 24 juin, 9 septembre et 9 décembre) et a convoqué une Assemblée générale qui s'est tenue le 9 septembre.
- 1.2 Lors de l'Assemblée générale, deux points importants ont été présentés :
  - la planification des futurs colloques et activités scientifiques de l'Institut, avec des points forts tels que des collaborations avec les Universités espagnoles de Jaume et d'Alcala (où l'AiSDC compte des ambassadeurs, respectivement les professeurs. F. ZAMORA CABOT et C. JIMENEZ PIERNAS, ou encore avec les Universités de Zurich et de Fribourg sur des thématiques liées au droit et aux religions.
  - le développement du projet E-SDC, publication électronique accessible via le site de l'Institut dont le principe de base est d'allier les contributions scientifiques des juristes de l'Institut à celles des membres de l'AiSDC afin de créer une synergie fructueuse entre l'Institut et l'AiSDC. Un Comité de rédaction sera mis en place dès 2011.
- 1.3 Tous les textes d'information sur l'AiSDC ont été mis en ligne dans les trois langues officielles ainsi qu'en anglais.
- 1.4 Cette année, le Prix AiSDC a été décerné à deux chercheurs pour leur thèse de doctorat respective, soit à Mme Hélène van LITH « International Jurisdiction and Commercial Litigation » et à M. Fabrizio MARONGIU BUONAIUTI « Litispendenza e connessione internazionale » ; ce dernier a reçu un montant de CHF 3'000.-. Quant à Mme H. van LITH, absente au moment de la remise du Prix, elle recevra le même montant à l'occasion d'un futur colloque en 2011.
- 1.5 Lors d'une semaine de séjour à l'Institut (en février), organisée en coopération avec l'Association Coexistences, Lausanne et l'Académie d'Ono à Tel Aviv pour des chefs religieux musulmans, chrétiens, juifs et druzes participants au cycle d'études de droit à l'Académie d'Ono, l'AiSDC a apporté un soutien financier de CHF 1500.- en sponsorisant la sonorisation de la salle de conférences.
- 1.6 Le séjour de bourse octroyé par décision du Comité dans sa séance du 10 décembre 2009 s'est concrétisé en juillet et août de cette année ; parmi six candidats, le choix du bénéficiaire s'est porté sur M. Régis Yann SIMO, étudiant inscrit au programme de LL.M. « Cross Cultural Business Practice » de l'Université de Fribourg. Ses recherches ont porté sur « New Regionalism in Africa and the Challenges for International Trade in Services in Light of a Central Africa Trade Bloc ».
- 1.7 L'AiSDC, en contact avec l'un de ses ambassadeurs, M. Thierno BALDE, provisoirement hors de Guinée où il est le président de l'Institut de recherche sur la démocratie et l'état de droit (ONG), a financé à raison de CHF 1079,40, le transport d'environ 120 ouvrages doublets de l'ISDC offerts en don à la bibliothèque du WAPILC (West Africa Public Interest Litigation Centre) basé à Abuja, Nigeria, centre pour lequel M. BALDE a collaboré. Toutes les opérations logistiques ont été assurées par le biais des services des ambassades à Berne.



## II. Nouvelles des membres

- 2.1 En 2010, 16 nouveaux membres ont été admis au sein de l'Association, ce qui porte à 90 le nombre total de membres (deux membres se sont officiellement retirés alors que huit autres ont été retirés de la liste ne s'étant plus jamais manifestés).  
Les nouveaux membres sont nettement représentatifs des milieux académiques, puisque 6 d'entre eux sont professeurs, 1 maître de conférences, 2 assistantes et 3 préparent un doctorat. La profession d'avocat est représentée par 2 membres, celle de notaire par 1 membre, enfin le milieu bancaire par 1 membre.
- De plus, l'un de ces 16 nouveaux membres a été admis comme ambassadrice, soit Mme Hélène VAN LITH, à la fois pour la France et les Pays-Bas.
- 2.2 M. Manuel GUTAN, professeur à la Faculté de droit de l'Université Lucian Blaga à Sibiu, Roumanie, et membre AiSDC, a signalé à l'Association la fondation d'une nouvelle revue « Romanian Journal of Comparative Law » dont il est l'éditeur en chef et à laquelle il a invité les membres AiSDC à contribuer.
- 2.3 Mme Beata VERSCHRAEGEN, professeure à la Faculté de droit de l'Université de Vienne et ambassadrice AiSDC, a très activement communiqué à l'Association toutes les tenues de conférences organisées par la section de Droit international privé qu'elle dirige au sein de sa Faculté ainsi que de l'Association interdisciplinaire de droit comparé et de droit international privé ; de même, l'annonce de ses nombreuses publications a été faite lors de l'Assemblée générale.
- 2.4 M. Thierno BALDE, ambassadeur AiSDC en Guinée, a informé l'AiSDC sur la reprise de ses activités dans son pays, notamment sur sa conduite d'une campagne de sensibilisation sur le processus électoral et la non-violence, surtout auprès de la jeunesse guinéenne.

## III. Comptes de l'AiSDC

Le solde au 31 décembre 2010 est de CHF 13'009,26 ; la rentrée totale pour cette année représente CHF 5'961.34 (intérêts compris).-, soit CHF 1'607.71 de moins que l'année passée.



*Institut suisse de droit comparé  
Dorigny  
CH-1015 Lausanne  
Tél. +41(0)21 692 49 11  
Fax +41 (0)21 692 49 49*